À PROPOS DES DROITS
ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS
SEPT ANS APRÈS LA RÉVOLUTION

FTDES NOVEMBRE 2017

maquette-ftdes fr (2).indd 1 09/11/2017 13:35:20

maquette-fides fr (2).indd 2 09/11/2017 13:35:20

SOMMAIRE

Préambule
Le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels à l'épreuve des faits 5

Les droits culturels
De la pauvreté économique à l'indigence culturelle 9

Le droit à la santé
dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels 17

Rapport sur les droits
économiques et sociaux 2017 21

maquette-fides fr (2).indd 4 09/11/2017 13:35:20

PRÉAMBULE

LE PACTE INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS À L'ÉPREUVE DES FAITS

Messaoud Romdhani
Président du FTDES

> « L'idéal de l'être humain libre, libéré de la crainte et de la misère, ne peut être réalisé que si des conditions permettant à chacun de jouir de ses droits économiques, sociaux et culturels, aussi bien que de ses droits civils et politiques, sont créées. »
>
> Extrait du préambule du PIDESC

Les droits économiques, sociaux et culturels appartiennent à la deuxième génération des droits. Le PIDESC a été élaboré et adopté dix-huit ans après la Déclaration universelle des droits l'Homme promulguée en 1948 qui mettait en exergue les droits civils et politiques.

Le PIDESC constitue une avancée notable dans la pensée des droits de l'Homme qui consacre le combat contre la dépendance matérielle, la pauvreté et la misère. Désormais, la notion de dignité humaine est inséparable de la lutte contre le chômage, la maladie et l'ignorance.

Le Pacte fait obligation aux États parties de reconnaître le droit de tout citoyen au travail, à un salaire équitable, la rétribution égale entre hommes et femmes, le respect du droit syndical ; d'instituer la gratuité de l'enseignement et l'obligation scolaire ; de fournir les services de santé adéquats, un logement pour chacun à des coûts raisonnables…

S'agissant de culture, les États parties sont tenus de respecter la diversité culturelle, la liberté de création, la participation

maquette-fides fr (2).indd 5 09/11/2017 13:35:20

des citoyens à la vie culturelle et de répudier toutes les formes d'hégémonie symbolique.

Dans la Tunisie de Ben Ali, les droits économiques, sociaux et culturels étaient foulés aux pieds. La Révolution du 17 décembre 2010 – 14 janvier 2011 est advenue parce que les Tunisiens aspiraient à l'exercice de ces droits comme le prouvent les mots d'ordre de liberté, de dignité, de justice sociale et d'emploi brandies dans tout le pays.

L'insurrection a éclaté en premier dans les régions les plus pauvres et les plus démunies. La colère populaire qui s'est répandu dans tout le territoire témoigne d'un désir irrépressible de changer la vie de tous les jours et d'une conscience aigu du rapport qui lie le despotisme, la corruption et le paupérisme.

Les années ont passé et les citoyens sont toujours frustrés des droits pour lesquels ils se sont mobilisés. Ils constatent même que le chômage, la misère et les inégalités sociales et régionales se sont aggravés. Pourtant le pays s'est doté d'une Constitution qui reflète au moins en partie les aspirations révolutionnaires au diapason du PIDESC. L'Etat est tenu, selon la loi fondamentale, d'œuvrer pour la justice sociale et pour rééquilibrer le développement régional. Pour ce qui de la santé, l'article 38 (2ème alinéa) garantit la protection sociale et l'accès aux soins pour tout citoyen.

La Constitue protège également le droit à la culture et la liberté de création et fait obligation à l'Etat de soutenir la culture nationale et d'œuvrer à ancrer les valeurs de tolérance et d'ouverture sur les autres cultures.

Mais, force est de le constater, il y a loin de la coupe aux lèvres. La volonté politique de traduire en actes les pétitions de principe ne suit pas toujours.

Dans cette brochure, notre souci est de souligner les carences qui entachent les trois volets de nos droits : la culture, la santé et les droits économiques et sociaux.Car comme le dit l'écrivain

maquette-fidesfr (2).indd 6 09/11/2017 13:35:20

ChoukriMabkhout, la citoyenneté véritable suppose, de la part de l'État, une vision des droits dans leur interaction.

L'ambition culturelle de l'État a été dévoyée par la privatisation rampante des institutions de la culture depuis les 1980 qui a livré tout le secteur à la logique cannibale du libéralisme sauvage. La Révolution a remis au gout du jour le rôle culturel de l'État en posant la question révolutionnaire par excellence : Quelle citoyenneté nous voulons ? Seul un projet culturel articulant la vision universelle et l'ancrage national sera à même d'impulser une dynamique portée par des citoyens fiers de leur culture et de leur démocratie, ajoute l'ancien président de l'Université de la Manouba.

De son côté, le Dr Moncef Ben Haj Yahia souligne le fossé entre les clauses du PIDESC qui enjoignent aux États parties de garantir à « toute personne le meilleur état de santé physique et mentale qu'elle soit capable d'atteindre », et la réalité du secteur de la santé dont l'état de délabrement est avéré. Les citoyens le constatent tous les jours à leurs dépens. Le rapport alternatif de la société civile présenté en 2016 au Comité des droits économiques sociaux et culturels (CODESC) relate par le menu la situation des hôpitaux publics et les grands déséquilibres des équipements et des soins entre les régions côtières et l'Intérieur. La corruption ne cesse de « prospérer » dans ce secteur comme l'affirment 67% des Tunisiens selon un sondage récent.

Selon Mounir Hassine, géographe et président de la section de Monastir du FTDES, les oukases des institutions financières internationales ne cessent de porter atteinte aux principes qui fondent le PIDESC à commence par le droit des peuples à disposer de leurs ressources nationales. Ces institutions, profitant des difficultés économiques du pays, travaillent à pour reproduire le même modèle de développement que celui des années Ben Ali. Mounir présente ici le point de vue du FTDES et revient sur les réformes nécessaires pour un modèle de développement

maquette-ftdes fr (2).indd 7 09/11/2017 13:35:20

alternatif qui tienne compte des besoins du pays et de l'aspiration des Tunisiens à la justice sociale.

Au fond, s'il importe de rappeler les objectifs que la Révolution entendait réaliser ; s'il est de bonne démocratie de ratifier les conventions internationales ; et si la Constitution tunisienne constitue un texte de référence fondamental pour notre démocratie naissante, rien n'est encore acquis… L'avenir de la Tunisie, proche et lointain, demeure incertain et la stabilité politique est constamment menacée. Le fait est que les droits civils, politiques, économiques, sociaux et écologiques interagissent les uns sur les autres et ne peuvent être appréhendés séparément. Se contenter de quelques avancées institutionnelles et se reposer sur ses lauriers « démocratiques » aurait de lourdes conséquences.

Notre pays traverse une période cruciale : le premier impératif est de tirer les leçons du passé et de se pencher sur la revendication populaire de dignité, en s'attelant au grand combat contre la pauvreté, les déséquilibres régionaux et pour l'emploi.

Il importe tout autant de réformer le secteur de la santé en remettant au centre les besoins des citoyens, leur sécurité et leur bonne santé.

Il s'agit enfin d'impulser une culture de la citoyenneté respectueuse de la diversité, de la créativité et ouverte sur les autres.

La réussite du projet révolutionnaire en dépend. Autrement, c'est l'enlisement, voire le chaos.

maquette-fîdes fr (2).indd 8 09/11/2017 13:35:20

LES DROITS CULTURELS
DE LA PAUVRETÉ ÉCONOMIQUE À L'INDIGENCE CULTURELLE

Choukri Mabkhout
Écrivain, ancien Président de l'Université de la Manouba

Les droits culturels représentent la partie la plus faible dans le dispositif des droits humains. La plus ambiguë, la moins comprise et la moins lotie en matière de théorisation juridique, de modalités politiques. Dans notre pays, en plus des difficultés générales que nous venons d'évoquer, ces droits sont négligés en raison du contexte de transition qui met au premier plan tantôt les droits économiques, tantôt les droits économiques et sociaux, toujours urgents. C'est pourquoi on trouve une certaine difficulté à poser la question culturelle aujourd'hui. Le paradoxe est que l'édification de l'Etat de la citoyenneté, des droits et des libertés exige une vision globale de tous les droits dans leur interdépendance et leur indivisibilité, d'une part, et exige la construction des individus et leur intégration dans un système démocratique pluraliste, d'autre part.

Quant au lien entre ces différents droits, il s'explique par le fait que les droits culturels constituent le socle qui permet aux individus de s'approprier les ressources et les compétences nécessaires à l'acquisition des autres droits. Cependant, les visions fondamentales, qui ont présidé à l'élaboration des textes internationaux sur les droits culturels, en ont fait, dans la pratique, une question quasi-individuelle et une sorte de luxe. Le droit à la participation culturelle, par exemple, est resté un droit vague, non théorisé et et non suivi de politique pour le traduire en actes. Quant au droit à l'éducation, il est est travaillé par la tension

maquette-fides fr (2).indd 9 09/11/2017 13:35:20

entre l'aspect culturel et le développement de la personnalité de l'individu et de ses fonctions sociales, ces deux fonctions étant devenus des enjeux de marchés concurrentiels aux niveaux national et international.

Le concept d'industrie culturelle, malgré l'intérêt du lien établi entre le développement et la culture et l'ouverture de l'espace aux créateurs et au développement technologique, s'est vite transformé en une question lucrative, après avoir perdu sa dimension culturelle, et les promesses qu'il recelait ont échoué. Les méfaits du capital et sa cupidité ne connaissent pas de limites, au nom de l'efficacité, de la rentabilité et de la concurrence. Le maximum auquel ont abouti les conventions internationales, à l'instar de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, promulguée par l'UNESCO en 20051, c'est le droit des Etats de prendre des mesures de protection de leurs industries culturelles au nom de la diversité dans un monde mondialisé. La question est devenue économique, sans plus.

Il est clair que les orientations mondiales dans le domaine des droits culturels se basent, depuis la Déclaration des droits culturels de Fribourg en 2007[2], sur les axes suivants :

1. Elles ont reconsidéré la relation de l'individu et de l'autorité publique, en mettant le premier au centre des activités et des actions de la deuxième. Les individus ne sont plus de simples consommateurs de ce que produisent l'Etat et les collectivités locales, en prestations socio-culturelles. Ils possèdent désormais des compétences communes et sont capables d'action culturelle responsable.
2. Le refus de la distinction entre la culture savante et la culture populaire parce qu'elles expriment toutes les deux, bien que par des moyens différents, notre humanité, tant qu'elles représentent une matière pour la détermination de l'identité des individus sans porter atteinte à la dignité de l'Homme.

maquette-fides fr (2).indd 10 09/11/2017 13:35:20

3. La culture est devenue une question tranversale et traverse tous les domaines. On la rencontre dans tous les domaines de la vie publique, en raison de la polyvalence des acteurs culturels et de leur capacité d'innovation et de partage en matière de création.

4. Les politiques culturelles nécessitent le développement des liens entre les acteurs et les institutions, dans toutes les branches de la culture, dans le but de développer, de produire les ressources et de favoriser leur circulation.

5. Les droits culturels ne sont plus considérés comme des besoins à satisfaire, mais comme des capacités à développer, quels que soient les contextes et les difficultés économiques, et ce afin que l'individu puisse surmonter ces mêmes difficultés.

Ill est évident que les représentations internationales des droits culturels ont mis l'individu au centre de leurs préoccupations : le droit culturel est un droit essentiellement individuel, basé sur la liberté de choix et lié aux autres libertés, telles que la liberté de conscience, de pensée, de religion ou d'expression. Il s'agit d'un choix qui penche politiquement vers le libéralisme. On a rarement vu, dans les déclarations et les conventions internationales, un intérêt porté au rôle de la culture dans la construction des systèmes symboliques, des valeurs et des savoirs rassemblant les individus dans une logique du vivre ensemble à l'intérieur de l'espace mondial commun.

De manière générale, le concept de droit culturel, en tant que « droit-liberté », est lié à l'identité culturelle, au patrimoine culturel et à l'accès et à la participation à la vie culturelle. Mais, il est lié également à l'éducation et à l'apprentissage culturels, ainsi qu'à l'information et aux moyens de communication dans le domaine de la culture.

Cependant, l'essentiel est que la culture comme droit est liée à l'ouverture de la personnalité et à l'élévation de l'homme. C'est

maquette-fîdes fr (2).indd 11 09/11/2017 13:35:20

Tant au niveau international qu'au niveau des objectifs de la Révolution tunisienne ce droit s'adosse à la dignité humaine elle-même. C'est, à notre avis, le concept qui subsume tous les droits avec leurs différentes générations, exprime leur interdépendance et fonde leur indivisibilité.

En nous référant à ce qui précède, il est utile ici de signaler le concept de « pauvreté culturelle ». Parmi les signes de cette pauvreté culturelle, on peut citer la faiblesse de l'accès de tous les citoyens aux différentes ressources culturelles et de leur participation active à ces ressources de manière à impacter la construction de l'identité de l'individu. Cette pauvreté culturelle est consubstantielle à la pauvreté économique et à la privation des différents droits sociaux. La conséquence en est que l'individu, pauvre est incapable de construire son espace culturel privé et de participer à la construction de l'espace culturel collectif, et ses chances de protéger sa dignité ne puvent que diminuer.

Si on spécifiait davantage ces représentations en les ramenant au contexte tunisien, on constaterait le manque d'intérêt accordé à la question culturelle en général dans les programmes des partis autant que dans les politiques publiques. Tous ont cette illusion que la culture relève des seules prérogatives du ministère de la Culture, alors que la mise en œuvre et le développement des droits culturels et la jouissance des citoyens de ces droits sont plus étendus et ne peuvent être réduits à un seul dispositif.

On peut certes rencontrer certains mécènes privés de l'art et de la littérature (les arts plastiques essentiellement), personnes physiques ou morales (les Assurances COMAR ou la Banque de Tunisie, par exemple) ; mais ce mécénat est généralement de circonstance et non pas une politique constante. Quant aux différents ministères, ils n'ont pas de politique culturelle basée sur la participation et le développement des compétences (capacités) de leurs employés ; à la place on constate chez les responsables une confusion entre loisirs, sport et culture.

maquette-fîdes fr (2).indd 12 09/11/2017 13:35:20

Le plus gros de la charge financière des activités culturelles est assumé par le ministère de la Culture dont le rôle s'est progressivement réduit à la répartition des crédits alloués à la compensation du papier, aux achats de livres et de tableaux et d'aide aux projets cinématographiques et autres. En effet, après la privatisation de nombreuses institutions culturelles depuis la fin des années quatre-vingt (comme la Maison tunisienne d'édition, la Société tunisienne de diffusion et la SATPEC, etc.) sous la pression d'opérateurs privés et des bailleurs de fonds internationaux et leur politique de libéralisme sauvage - poussant les gouvernements à renoncer à leurs missions sociales - le projet culturel tunisien a été fortement déstabilisé.

Le déséquilibre a gagné les politiques de la lecture publique elle-même, sous prétexte de manque de moyens financiers, entraînant, dans la plupart des cas, l'arrêt de la restauration des bâtiments, du recrutement d'employés spécialisés et de l'acquisition de matériel bureautique, de livres et d'équipements. Sans parler de modernisation conformément aux exigences des mutations technologiques considérables que l'humanité entière est en train de vivre. Ce qui ne va pas sans conséquences directes sur la culture de l'enfant et sur l'incitation à la lecture.

Si l'on ajoute à cela l'incapacité du ministère de l'Education nationale, depuis des décennies, à élaborer un projet éducationnel qui convienne à l'enseignement public, qui réhabilite ses vraies fonctions sociales dans la construction du citoyen et l'éducation à la culture et l'enrichissement de l'action culturelle dans les institutions éducatives, on comprendra l'état d'incurie, de laisser aller et d'abandon total qui frappent les droits culturels.

En réalité, il est superflu d'établir un audit de la question et un diagnostic de la situation. La question fondamentale, déterminante, à notre avis, dans l'appréhension des droits culturels en Tunisie, concerne son aspect politique général. On peut l'exprimer en ces termes : quel citoyen voulons-nous après la Révolution ?

maquette-fîdes fr (2).indd 13 09/11/2017 13:35:20

La réponse à cette question dépend de l'élaboration d'un projet national qui se base sur la Constitution et le profil du citoyen tel qu'il s'en dégage. Elle nécessite un large et sérieux dialogue sur des questions qui, à voir de près, sont essentiellement culturelles, dans le sens où elles déterminent le système de valeurs et le référentiel culturel, le mode de vie et les représentations communes indispensables, ainsi que les questions dérivées qui en découlent.

Il est évident qu'en l'absence d'un tel projet national global, il est impossible d'avoir un projet éducatif cohérent qui traduise les grands choix stratégiques nationaux. Par contre, on assiste à un cheminement progressif vers le renoncement à l'éducation non seulement comme levier culturel mais aussi comme droit social.

La situation n'est pas différente pour ce qui est du projet culturel tunisien lui-même. Le plus grand handicap qu'avancent la plupart du temps les opérateurs culturels (éditeurs, producteurs de films, musiciens, plasticiens, dramaturges et autres), c'est le handicap matériel, dans une logique de partage du « gâteau de l'aide » ou, dans le meilleur des cas, celui de « l'étroitesse du marché ». Ce que l'on ne voit guère, par contre, c'est la pauvreté culturelle généralisée qu'atteste la faiblesse de la production dans le domaine du livre, du cinéma, de la musique, etc. C'est une faiblesse qui pose le problème de la création même, le rôle de l'Etat pour son développement et celui de l'absence de stratégies nationales sectorielles.

En réponse à l'argument selon lequel que l'Etat ne crée ni ne produit de la culture, nous dirons que le projet national de l'Etat de l'indépendance a contribué au développement de l'édition et de la création en créant des institutions d'édition et de diffusion qui ont pu, en un court laps de temps, inciter les créateurs à écrire et à augmenter le capital de la production publiée. Ce qui est plus étrange, c'est que pour la première fois dans l'histoire de la Tunisie, nous recensons, en moins de dix ans, une vingtaine

maquette-fidès fr (2).indd 14 09/11/2017 13:35:21

de romans parus en langue arabe, alors que nous ne trouvons aucun roman publié dans un livre avant l'indépendance. On peut généraliser ce constat à tous les domaines de la création et de la production culturelles.

Ce qui nous intéresse à travers toutes ces remarques, c'est que l'application des droits culturels est liée au développement des ressources culturelles, à leur transmission et à leur circulation, jusqu'à ce que soit atteint le concept de « droit culturel-choix » sur lequel se basent les droits culturels. Cela exige, selon nous, la définition d'une stratégie transversale qui touche tous les secteurs, publics, civils et privés, qui tire profit du désir des compétences nationales de participer au développement du capital culturel, et qui vise à concevoir une entité symbolique commune à tous les Tunisiens. Mais nous devons admettre que la crise des droits culturels et leur mise en œuvre font partie de la crise de droits économiques et sociaux, en l'absence d'un projet national unifié et de politiques adéquates.

La Tunisie vit aujourd'hui une dynamique culturelle où s'affrontent des visions culturelles atavique qui meublent la mémoire, et d'autres, universelles, qui ont encore besoin d'être « intériorisées », y compris les valeurs de liberté et de droits individuels et collectifs. Cette forte dynamique ne pourra jamais produire quelque chose de bénéfique dans la construction du profil du nouveau citoyen tunisien que par un dialogue sérieux et par la création dans l'optique de la dignité humaine et l'ancrage des conceptions basées sur les principes de démocratie, de pluralisme et de vivre-ensemble. Faute de quoi, le concept du « droit-choix » se transformera en catastrophe culturelle favorisant le changement des référentiels culturels et symboliques et brouillant les repères identitaires. C'est ce que nous pouvons vérifier concrètement dans la haine culturelle de soi chez des catégories de Tunisiens fascinés par la culture consumériste, non critique, tout autant que dans la soumission d'une partie de nos jeunes à l'offre d'utopie meurtrière

maquette-fides fr (2).indd 15 09/11/2017 13:35:21

des mouvements violents et terroristes. Les deux offres n'ont rien à voir avec la finalité dernière de tous les droits culturels, voire de tous les droits : la dignité humaine.

1. http://unesdoc.unesco.org/images/0024/002462/246264a.pdf
2. http://www.unifr.ch/iiedh/assets/files/Declarations/declaration-ar4.pdf

maquette-fides fr (2).indd 16 09/11/2017 13:35:21

LE DROIT À LA SANTÉ
DANS LE PACTE INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS

Dr. Moncef Bel Haj Yahia
Association Tunisienne de Défense du Droit à la Santé

L'article 12 du **Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels** déclare que « les États parties au présent Pacte reconnaissent le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale qu'elle soit capable d'atteindre » et détaille dans son paragraphe 2 « Les mesures que les États parties au présent Pacte prendront en vue d'assurer le plein exercice de ce droit »

En mai 2015, le gouvernement tunisien a présenté au Comité des droits économiques, sociaux et culturels (CODESC) un rapport sur l'application du Pacte portant sur la période 2000-2014, qui passe sous silence les grandes difficultés de la population à accéder aux soins.

En août 2016, la société civile tunisienne a présenté un rapport alternatif qui a fait le constat suivant :

1. **La politique de désengagement de l'État** des secteurs sociaux suivie depuis des décennies, a entraîné une détérioration des services de soins offerts par les hôpitaux publics et les centres de santé de base et une aggravation des inégalités sociales et régionales de santé, ce qui a abouti à des services de santé à deux vitesses. Le droit à la santé consacré par l'article 38 de la nouvelle Constitution n'est pas traduit dans les faits et la situation continue à se détériorer.

maquette-fides fr (2).indd 17 09/11/2017 13:35:21

2. **Les inégalités dans le domaine de la santé** entre les régions du littoral et les régions de l'intérieur et entre le milieu urbain et le milieu rural sont au centre des difficultés d'accès aux services de soins. En milieu rural, le taux de mortalité infantile est le double de celui du milieu urbain (24,6/1000 naissances vivantes en milieu rural contre 12,2/1000 en milieu urbain, (enquête MICS4, Institut National de la Statistique-UNICEF, 2012). Le taux de mortalité maternelle dans la région du Nord-Ouest est largement supérieur à celui du Nord-Est (67/100000 naissances vivantes au Nord-Ouest contre 27,9/100 naissances vivantes au Nord-Est[1]).

3. **Les structures sanitaires de base** n'ont connu aucun développement notable au cours des 15 dernières années, contrairement à ce qui est affirmé dans le rapport du gouvernement (§206 à 210). La part de la première ligne (2100 centres de santé de base et 109 hôpitaux de circonscription) dans les dépenses de soins ambulatoires et hospitaliers du secteur public est faible et n'a pas dépassé 26% en 2013 et les programmes nationaux de santé, malgré leur importance stratégique n'ont bénéficié que de 1% des dépenses courantes de santé[2]. .Le discours officiel sur «l'attention particulière aux soins de base» au cours des 15 dernières années s'est limité à un discours, sans décisions et mesures concrètes sur le terrain.

4. **L'accès aux structures de soins, sans difficultés financières pour les usagers** n'est pas garanti. L'enquête de 2015 sur la consommation des ménages de l'Institut national de la Statistique (INS) a estimé que 16,7% de la population ne dispose d'aucune couverture santé soit près de 2 millions de personnes qui sont souvent contraints de renoncer aux soins. Alors que l'OMS estime que la part des dépenses directes des ménages dans les dépenses totales de santé ne doit pas

1 Enquête Institut National de Santé Publique (2008).

2 Comptes de la santé (2013)

maquette-fides fr (2).indd 18 09/11/2017 13:35:21

dépasser 20% pour éviter l'exposition au risque des dépenses catastrophiques de santé, cette part a été estimée à 37,5% en 2013 par les Comptes de la santé.

5. **Les médicaments** sont peu disponibles dans le secteur public de la santé, ce qui oblige les patients à les acquérir de manière payante dans les pharmacies privées. L'accès aux médicaments essentiels est gravement affecté par l'insuffisance du financement des structures publiques et par la corruption.

6. Les citoyens consultés dans les rendez-vous citoyens (du Dialogue sociétal sur la santé) confirment que **la corruption** est un « fléau bien répandu dans le secteur: «*pour bénéficier d'un service il faut donner l'argent»; «le personnel de la santé oriente les malades vers le secteur privé»; «vente de médicament» ; «falsification et vente des certificats médicaux»; «le corps médical utilise l'infrastructure publique pour gagner de l'argent (malades qui paient à l'hôpital et Activité Primaire Complémentaire)»*[1].

7. **Les citoyens ne sont pas satisfaits** des prestations offertes par les structures publiques de soins. L'enquête de l'INS en 2014 a montré que 54% des citoyens ne sont pas satisfaits par les soins prodigués dans les structures de la santé publique, avec des variations régionales pouvant atteindre 79% dans le Sud-Ouest et 73% dans le Centre-Ouest. Les raisons sont liées au manque de médicaments, à la longueur d'attente, aux délais pour obtenir un rendez-vous d'intervention chirurgicale, à la non-disponibilité du cadre médical, au manque d'attention aux malades, et au nombre élevé de malades dans les chambres.

8. **Les droits humains sont peu respectés** dans les établissements de soins. Au cours des rendez-vous citoyens du Dialogue sociétal sur la santé, les citoyens ont déclaré ressentir un manque de respect à leur dignité lors des recours aux prestations du service public : mauvaise qualité de

1 http://www.hiwarsaha.tn/upload/1409236122.pdf

maquette-fides fr (2).indd 19 09/11/2017 13:35:21

l'accueil, difficultés pour accéder à l'information utile ou à faire valoir ses droits, y compris en cas de complications ou d'échec thérapeutique, absence de garanties sur la confidentialité et une intimité parfois non respectée. La formation sur les droits humains, intégrée dans les cursus initiaux de formation des personnels de santé est négligée et n'a aucune incidence sur les comportements quotidiens.

Le rapport du gouvernement, ainsi que le rapport alternatif de la société civile ont été examinés par le Comité des droits économiques, sociaux et culturels (CODESC), à Genève en septembre 2016 et suite à cet examen, le CODESC a publié le 7 octobre 2016 les « Observations finales concernant le troisième rapport périodique de la Tunisie », dans lesquelles « **il relève avec préoccupation les situations défavorables d'accès aux services de santé dans les zones rurales affectées par la désertification médicale. Il note également la perception de la population d'après laquelle l'accès aux soins de santé est souvent entravé par la corruption, et les difficultés qu'éprouvent les groupes de la population les plus défavorisés à avoir accès aux médicaments à un prix abordable** » et recommande **« qu'afin de lutter contre la corruption dans le système de soins de santé, les patients soient informés de leurs droits... précisant les canaux par lesquels, confrontés à une tentative de corruption, il leur est loisible de porter plainte. »** Et **« attend enfin de l'État partie qu'il garantisse l'accès de tous, sans discrimination, à des médicaments à un prix abordable. »**

maquette-fidesfr (2).indd 20 09/11/2017 13:35:21

RAPPORT SUR LES DROITS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX 2017

M. Mounir Hassine,
Président de la section FTDES de Monastir

Le droit des peuples à disposer de leurs ressources

La polémique sur les différentes lois de finances des gouvernements successifs après la Révolution est récurrente depuis 2012. Réguluèrement critiquées parce qu'elles sont ce disctées par les institutions financières internationales aux dépens des intérêts nationaux et et de la décision souveraine, ces lois portent atteinte à l'un des principes fondamentaux sur lesquels a été fondé le Pacte mondial des droits économiques, sociaux et culturels, en son article premier, à savoir le droit des peuples à disposer de leurs ressources nationales et de les mobiliser au profit de leurs citoyens. Et ce, en soumettant les prêts consentis à des conditions préjudiciables aux pays débiteurs, au nom de. C'est ce qui arrive à la Tunisie dans le cadre de ce qui est appelé programme «l'ajustement structurel» depuis 1986 et de toutes les autres réformes dans lesquelles l'Etat s'est engagé depuis, telles que la réforme des caisses sociales, la réforme du Code du travail, la réforme de l'enseignement, les programmes de privatisation, etc. Après la Révolution, ces institutions ont poursuivi leurs pressions, profitant des conditions financières difficiles que connaît le pays, pour imposer de nouvelles conditions, visant à perpétuer le même modèle injuste de développement, imposant une série de réformes telles que la suppression des subventions, le partenariat public-privé, le gel des salaires, la hausse des impôts, la réforme des caisses sociales et le système de retraite, l'«assouplissement» du Code du travail, la réforme de l'enseignement, etc. La lettre adressée par la prési-

maquette-ftdes fr (2).indd 21 09/11/2017 13:35:21

dence du gouvernement au Fonds monétaire international (FMI) le 2 mai 2016 dévoile la nature de la relation existante entre les deux parties. En effet, le gouvernement a réaffirmé son engagement à exécuter toutes les recommandations émises par le FMI pour obtenir la troisième tranche du crédit accordé à la Tunisie et estimé à 2.7 milliards de dollars. Tout le monde sait que ce crédit s'inscrit dans le cadre de «la facilitation prolongée du Fonds» qui est conditionné par l'obligation de procéder aux «réformes économiques» que le FMI demande (exige) et qui vise la mise en œuvre de réformes structurelles dans l'économie tunisienne, et la liquidation du secteur public ; réformes dont principalement : la recapitalisation des banques tunisiennes publiques, le renforcement de l'autonomie (l'indépendance) de la Banque centrale, le partenariat public privé, la révision du dispositif de compensation, la maîtrise de la masse salariale et des dépenses publiques de fonctionnement et de gestion, l'adoption d'un nouveau code des investissements, la réforme du secteur bancaire et des institutions financières et l'adoption d'un projet de réforme fiscale. Une grande partie de ces conditions ont été jusqu'ici satisfaites. En conséquence, les ressources économiques ont été réservées (consacrées) au bénéfice du secteur privé et la crise économique et sociale s'est aggravée. L'Etat a démissionné et renoncé à son rôle économique et social, particulièrement vis-à-vis des catégories sociales les plus fragiles.

Les différents gouvernements qui se sont succédé depuis la Révolution ont œuvré à accélérer l'exécution de ces réformes pour garantir l'obtention des ressources financières nécessaires au pays dans la conjoncture de diminution des ressources internes due au ralentissement de la croissance économique. La meilleure illustration en est le sort du projet de loi de partenariat entre les secteurs public et privé adopté en décembre 2015, ainsi que celui du nouveau Code des investissements dont le projet a été financé par l'IFC, relevant de la Banque mondiale. Il est à signaler que cette institution figure parmi les plus grands investisseurs étrangers en Tunisie, dans des secteurs stratégiques, tels que le secteur

maquette-fîdes fr (2).indd 22 09/11/2017 13:35:21

financier, l'industrie extractive et le transport. Cette obstination à accepter les conditions des institutions financières s'explique par l'adhésion de ces gouvernements au processus de mondialisation sauvage et l'attachement aux solutions classiques visant le maintien des équilibres financiers immédiats aux dépens des véritables équilibres économiques nécessaires au rééquilibrage financier de l'économie nationale. Aucun compte n'est tenu des graves conséquences de cette orientation sur l'ensemble des droits économiques et sociaux des catégories sociales les plus faibles et de la classe moyenne.

Le fait de compter sur les crédits étrangers a entraîné l'aggravation de la situation et l'enlisement du pays dans l'endettement (le surendettement) qui a atteint des niveaux records au mois de septembre 2017, selon le bulletin de l'endettement public publié par le ministère des Finances. Le taux d'endettement a atteint 66.9% du PIB en septembre 2017. Le service de la dette a atteint 4.8 milliards de dinars en juillet 2017, et le taux de profit représente le tiers (1/3) du service de la dette (l'équivalent de 1.5 milliards dinars) ; alors que la dette est estimée à 3.3 milliards de dinars.

Le volume de la dette publique est passé, entre 2016 et 2017, de 53.5 milliards dinars à 63.1 milliards de dinars. La dette extérieure représente plus des deux tiers (2/3) des dettes publiques. Elle est estimée à 43.8 milliards dinars (contre 34.4 milliards dinars en 2016). Elle se compose des dettes pluripartites (47%), des dettes bilatérales (15%) et de celles du marché financier international (38%). Quant aux dettes intérieures de la Tunisie, estimées à 19.29 milliards dinars, elles se composent essentiellement des obligations homologables de la trésorerie (61%) et les dépôts de la trésorerie générale du pays (31%).

Le coût annuel de la dette, selon le même document, a atteint 4.6%, avec une différence de taille entre le coût de la dette extérieure (3.1%) et celui de la dette intérieure (7.4%). Jusqu'à fin juillet 2017, l'emprunt public s'est multiplié par deux, pour atteindre le niveau de 7.1 milliards dinars (contre 3.5 milliards dinars à fin juillet 2016).

maquette-fides fr (2).indd 23 09/11/2017 13:35:21

L'emprunt extérieur s'est élevé à 6 milliards dinars et l'emprunt intérieur à 1.1 milliards dinars. A titre indicatif, les estimations fixées dans la loi des finances pour l'année 2017, tablaient sur un endettement ne dépassant pas 63.7 du PIB.

Il n'est un secret pour personne que cette situation aggrave le déficit du budget de l'Etat, grève l'économie nationale et fait de la Tunisie, un pays exportateur d'argent au profit des cercles du capitalisme mondial. De même qu'elle accentue la dépendance vis-à-vis des marchés financiers mondiaux et nous entraîne dans le tourbillon du plus d'emprunt pour payer les anciennes dettes et réguler les balances extérieures. Egalement, le taux d'environ 70% du PIB atteint par l'endettement aura des conséquences néfastes sur les équilibres des finances publiques et obligera le gouvernement à prendre toujours de nouvelles mesures draconiennes, dans le cadre des réformes douloureuses exigées par le FMI et dont le la facture sera payée par les catégories sociales moyennes et pauvres, comme il ressort du projet de la loi des finances pour l'année 2018 prévoyant des mesures d'austérité aiguës qui ne manqueront pas d'alourdir les charges des consommateurs parmi les classes démunies et moyennes et les entreprises du secteur organisé et de se répercuter négativement sur les droits économiques et sociaux des citoyens. L'obstination du gouvernement à recourir aux mesures classiques dans la mobilisation des ressources financières par le biais de l'augmentation de la fiscalité pour les salariés et les entreprises du secteur économique organisé. L'augmentation des impôts indirects ne peut qu'aggraver la détérioration du pouvoir d'achat des classes inférieures et moyennes et affaiblir la compétitivité des entreprises de ce secteur structuré.

Pour ces raisons, le Forum des droits économiques et sociaux souligne :

- La nécessité de réviser les politiques économiques auxquelles les gouvernements qui se sont succédé après la Révolution s'attachent obstinément et qu'on ne peut s'expliquer que par le souci de satisfaire les institutions financières internationales aux dépens de l'indépendance financière nationale.

maquette-fdes fr (2).indd 24 09/11/2017 13:35:21

- La nécessité de réviser les politiques gouvernementales en sauvegardant l'indépendance de la décision en ce qui concerne les réformes législatives pour les mettre en cohérence avec la Constitution et les Conventions internationales et non pas pour se plier au diktat et désirs des sphères financières internationales.
- Œuvrer à limiter le recours à l'endettement extérieur qui a atteint des niveaux record et étudier les alternatives proposées par les experts pour limiter l'endettement.
- Renoncer à la politique de recherche des équilibres financiers immédiats et adopter des politiques visant la réalisation des véritables équilibres économiques par la mise en œuvre de réformes dans le cadre de la mise en place d'un nouveau modèle de développement en adéquation avec les intérêts nationaux du pays et qui réponde aux besoins de la société et ses aspirations au développement, au progrès et à la justice sociale.
- La mise en cohérence des politiques monétaires avec la politique budgétaire publique pour éviter les retombées négatives nombreuses sur les finances publiques, conséquences liées essentiellement au diktat des institutions financières mondiales.
- La mobilisation des ressources financières intérieures par la lutte contre la corruption financière et la fraude fiscale, ainsi que par l'intégration de l'économie informelle.
- Effectuer l'audit de l'endettement public pour déterminer les dettes pourries et ouvrir un dialogue sérieux avec les différentes parties nationales autour de la question de l'endettement.

Réformer progressivement

Les politiques fiscales

La justice fiscale reste une revendication (une demande) difficile à atteindre, bien que tous les gouvernements successifs au pouvoir

maquette-fides fr (2).indd 25 09/11/2017 13:35:21

après 2011 aient déclaré que leur objectif était la révision de la politique fiscale pour réaliser la justice entre toutes les parties. En effet, les chiffres relatifs aux ressources financières du budget de l'Etat montrent clairement le recours intensif aux ressources extérieures, surtout la dette, dont la part ne cesse de grimper, contre un recul continu des ressources propres. Cela reflète le grand échec de la politique fiscale suivie par l'Etat et son incapacité (impuissance) à mobiliser les ressources nécessaires, dans le cadre de la justice sociale comme stipulé dans le chapitre dix (10) de la Constitution qui stipule, en plus de la justice fiscale, la nécessité de combattre l'évasion et la fraude fiscales et de veiller à la bonne gestion du denier public et de combattre la corruption. Globalement, le système fiscal tunisien souffre de plusieurs dysfonctionnements dont les plus importants sont :

- Le dysfonctionnement dans le partage de la charge fiscale entre les contribuables. Alors que les salariés participent à hauteur de plus de 80% des impôts directs, la masse salariale ne représente que environ 40% du PIB. A l'opposé, le régime fiscal forfaitaire ne fournit (ne collecte, ne représente) que 3% des impôts sur le revenus et moins de 0.5 des revenus de la fiscalité. Grosso modo, les non-salariés participent à hauteur de 18% environ des revenus des impôts indirects, sachant que 80% de cette participation sont fournis par les sociétés pétrolières et les sociétés de communications. Un exemple : la moyenne des impôts directs pour les commerçants et les industriels atteint environ 125 dinars par personne annuellement, alors qu'elle est d'environ 3400 dinars pour les professions libres non commerciales. La moyenne de l'impôt sur le revenu pour les salariés atteint, elle, plus de 1400 dinars, contre une moyenne d'environ 500 dinars pour l'impôt sur les bénéfices non commerciaux et environ 80 dinars pour l'impôt sur les bénéfices dans le régime forfaitaire. La pression fiscale exercée sur les salariés engendre un recul continu du salaire net qui ne représente plus que 70% du salaire brut.
- La hausse des contributions fiscales et le recul des prestations

maquette-fidès fr (2).indd 26 09/11/2017 13:35:21

sociales, en plus du recul du rôle de l'Etat dans le domaine de la redistribution des revenus, entraînent la marchandisation d'un bon nombre de prestations sociales entièrement ou partiellement : par le biais de la suppression progressive de la politique de compensation des produits de base, ou en faisant assumer aux familles la prise en charge de de parts de plus en plus élevés du coût de nombreux services, comme la santé, l'éducation, la formation professionnelle, etc. dans un cadre (un contexte) économique caractérisé par le recours à l'exportation et à la demande extérieure pour réaliser la croissance, et la transformation de l'emploi et des salaires en variables régulatrices du cycle économique. De même, la fiscalité a perdu son rôle dans la redistribution des revenus, entraînant le changement de la répartition des charges fiscales au profit du secteur privé, et le changement de la répartition des dépenses publiques aux dépens les catégories sociales moyennes et faibles.

- Les facilités excessives, les avantages et l'exonération, au profit du secteur privé. Celui-ci bénéficie de plusieurs avantages, stipulés par le Code d'incitation aux investissements : les baisses fiscales, les exonérations provisoires, les primes et aides et l'exemption des intérêts sur les prêts et des versements des participations sociales. Ces avantages ont transformé le système du droit public fiscal en un système d'exception. Ce qui signifie, nécessairement, le renoncement par l'Etat à des ressources fiscales importantes pour réaliser d'autres objectifs économiques, tels que l'augmentation de l'investissement, l'emploi et l'exportation.
- L'évasion fiscale est caractéristique du système fiscal en Tunisie. Elle est due essentiellement à la législation fiscale elle-même, aux structures économiques, à la faiblesse des structures fiscales et à l'absence du sens civique inhérent à l'État de droit. La législation fiscale se caractérise par sa complexité et l'incohérence de ses objectifs. Cela ouvre la porte à l'interprétation, aux pots de vin et à la corruption multiforme (multiple). Ce qui encourage à donner la préférence au régime des per-

maquette-fidès fr (2).indd 27 09/11/2017 13:35:21

sonnes physique aux dépens du régime des sociétés anonymes ou de celui des sociétés à responsabilité limitée, et la préférence du régime forfaitaire sur le régime réel. Quant à l'administration fiscale, elle se distingue par sa faiblesse au niveau des ressources humaines et matérielles. Ce qui se répercute sur la qualité du travail sur le terrain. Certaines estimations indiquent que l'évasion fiscale coûte à l'Etat des ressources énormes qui pourraient dépasser la moitié de son budget.

- Le système fiscal est inefficace parce qu'il se base sur le régime forfaitaire, qui est inefficient parce qu'il est impuissant à combattre l'évasion fiscale.
- Les gouvernements continuent à maintenir, les lois d'amnistie fiscale dans le but d'inciter les évadés fiscaux à régulariser les impayés de e leurs impôts, en leur accordant des exonérations. Cette amnistie n'a pas profité au budget de l'Etat, malgré le nombre important de ces lois de ce type depuis des dizaines d'années. Bien au contraire, l'amnistie est devenue un facteur d'encouragement à l'évasion fiscale, du fait de leur répétition. Les objectifs déclarés de mobilisation des ressources fiscales au profit de la trésorerie de l'État demeurent hors de portée.

Pour toutes ces raisons, le Forum tunisien des droits économiques et sociaux recommande :

- D'arrêter l'application du système (régime) actuel des avantages, vu sa rentabilité très faible, et le remplacer par un nouveau système (régime), dans le cadre de politiques sectorielles basées sur des relations contractuelles garantissant l'obtention d'avantages en contrepartie de l'engagement pour la réalisation d'objectifs concertés (emploi, investissement…).
- De simplifier les textes fiscaux et les regrouper dans un seul code.
- D'entreprendre une vraie réforme fiscale en adéquation avec la Constitution de janvier 2014 et les chartes et les pactes internationaux pour réaliser la justice fiscale.

maquette-fidesfr (2).indd 28 09/11/2017 13:35:21

- De limiter les décisions d'amnistie fiscale, et appliquer les lois et les et les législations (les réglementations) pour combattre l'évasion fiscale, et doter les structures responsables (compétentes) de tous les moyens humains et techniques pour le faire.
- De veiller à intégrer le secteur informel au secteur économique organisé.
- D'améliorer le rendement de la fiscalité locale, en confiant aux collectivités locales de nouvelles prérogatives, dans le cadre de la redistribution du pouvoir et du renforcement de la démocratie locale.

Le principe de non-discrimination

Bien que la Constitution tunisienne garantisse, dans son chapitre 21, l'égalité totale entre les citoyens devant la loi, la discrimination entre les régions (les zones) et les catégories (fractions) sociales, pour ce qui concerne les droits économiques et sociaux, est toujours dominante (persistantes) après la Révolution. Les disparités entre les régions de l'intérieur et les régions côtières sont encore importantes. Il en va de même entre le milieu campagnard et le milieu citadin, et ce sous l'effet des politiques économiques erronées dans les différents secteurs, dans le cadre d'un modèle de développement fondé sur l'injustice et l'exclusion, qui consacre la marginalisation des zones les moins loties et amenuise ses opportunités économiques. Ces zones marginalisées demeurent une préoccupation majeure pour les principaux mouvements sociaux qui défendent leur droit au travail et au développement économique équitable (juste). Les disparités existent à l'intérieur d'une même région, entre les grandes et les petites villes et les villes de taille moyenne, et dans le même milieu citadin, entre les quartiers chics et riches, dotés de tous les services urbains, et les quartiers pauvres dépourvus des commodités et services où s'amoncèlent les détritus et où sévissent les fléaux sociaux du chômage, pauvreté, violence, alcoolisme, drogue, etc. Les disparités sont confirmées par plusieurs indicateurs. Les taux de pauvreté, par exemple,

maquette-fïdes fr (2).indd 29 09/11/2017 13:35:21

sont supérieurs à la moyenne nationale dans le nord-est, le centre et le sud-ouest, contre des taux inférieurs à la moyenne nationale sur toute la bande côtière. Les taux de chômage atteignent des niveaux record dans les régions de l'intérieur, avec plus de 40% dans le gouvernorat de Tataouine, et plus de 30% à Sidi-Bouzid, et 29% à Gafsa, et 26% à Kasserine, contre des taux inférieurs à la moyenne nationale (15.3%) dans la plupart des gouvernorats côtiers. Ces taux augmentent fortement pour les chômeurs parmi les diplômés chez qui on rencontre des niveaux record, surtout dans les régions de l'intérieur.

Le volume de l'investissement et sa répartition reflètent également ces disparités entre les districts et les régions. En effet, plus de 80% des investissements vont vers les zones côtières, surtout au nord et au centre-est. A l'opposé, la part des régions de l'intérieur pour l'ensemble des investissements est inférieure à 20%. C'est ce qui explique l'augmentation continue des taux de chômage, de pauvreté et d'exclusion économique et sociale dans ces régions.

C'est pourquoi le Forum tunisien des droits économiques et sociaux recommande :

- L'application du principe de la discrimination positive stipulé par la Constitution, au profit des régions marginalisées dans tout le pays, districts (territoires), gouvernorats, milieu urbain ou rural.
- L'Etat doit jouer un rôle de régulation dans la répartition de l'investissement productif, à côté du secteur privé, pour créer des postes d'emploi, surtout dans les régions marginalisées délaissées par les investisseurs.
- Lutter contre le chômage en adoptant des politiques de développement véritable et durable qui prenne en compte les disparités entre les régions, les milieux et les secteurs.
- Prendre en considération les disparités entre les deux sexes dans le domaine économique et mettre en place des programmes spécifiques au profit des femmes, qui tiennent compte

maquette-fidesfr (2).indd 30 09/11/2017 13:35:21

de la discrimination et de la violence économiques dont elles sont victimes.

L'égalité entre femmes et hommes

La femme subit encore de nombreuses formes de discrimination, d'inégalité et de violence, malgré le progrès enregistré dans la législation. Ce qui est en contradiction avec ce qui est stipulé dans la Constitution de 2014. Nous continuons d'enregistrer beaucoup d'obstacles devant la femme, qui l'empêchent de pénétrer le marché de l'emploi et des richesses, et ce sous l'effet de plusieurs mécanismes consacrant la discrimination à l'égard de la femme. Il en est de même pour les centres de décision qui restent le monopole des hommes. De même la violence contre les femmes a atteint des niveaux très élevés et commence à se répercuter sur la condition de la femme et son rôle dans l'économie et dans la société.

- Dans le domaine de l'emploi, le taux des femmes qui travaillent, avec 28.1, reste encore très inférieur à celui des hommes, avec 72%. Le chômage chez les femmes est le double de celui chez les hommes : 22.4%, contre 11.3%. Le taux de chômage dans les rangs des diplômés atteint les 30% environ. Il est chez les filles le double de celui chez les garçons, 43% contre 22%. Il peut dépasser les 50% chez les femmes dans certaines régions de l'intérieur. Les femmes rencontres beaucoup d'obstacles d'ordre culturel qui les empêchent de d'accéder le marché du travail. La femme, en effet, consacre 4 mn par jour à la recherche d'un emploi, contre 38 mn pour l'homme, à cause de ses obligations domestiques.
- La situation est pire pour les femmes rurales qui travaillent dans l'agriculture. Elles subissent la discrimination au niveau des salaires et les mauvais traitements et la violence économique, en plus de l'absence de couverture sociale. Elles sont obligées de se déplacer dans des conditions catastrophiques dans des camions et des tracteurs sans aucune sécurité (protection) et sont exposées à des accidents mortels.
- Dans le domaine de l'accès aux richesses, beaucoup de lois

maquette-fides fr (2).indd 31 09/11/2017 13:35:22

entravent toujours la femme et la privent de son droit à la distribution équitable de la richesse. Ces lois sont en contradiction avec la nouvelle Constitution et l'ensemble des documents et pactes internationaux ratifiés par la Tunisie, telle la loi successorale (de l'héritage) qui consacre la discrimination contre la femme et la prive de l'égalité dans la richesse et favorise la féminisation de la pauvreté, et limite ses chances d'ascension matérielle et économique. Ces lois (législations) sont en contradiction avec la réalité actuelle qui montre que la femme est devenue un acteur actif dans l'activité économique et dans la production de la richesse et le revenu de la famille.

- Dans le domaine de la violence exercée contre la femme, les moyens de prévention de la violence à l'égard de la femme restent limités, et dans la plupart des cas non appliqués. En effet, malgré l'adoption de la loi relative à la lutte contre toutes les formes de violence contre la femme, cette violence est toujours considérée comme un phénomène grave et répandu dans la société. Elle prend des formes multiples comme la violence sexuelle, la violence matérielle et morale, la violence économique, qui se transforme souvent en phénomènes sociaux répandus et légalisés à travers de nombreuses législations, comme le code du travail qui consacre le principe de la flexibilité dans le travail, et dont les femmes sont les premières victimes, surtout dans les secteurs du travail précaire, à l'instar de l'agriculture, l'industrie textile et autres, où les femmes souffrent du phénomène du licenciement abusif sans obtenir leurs droits. Elles sont aussi les plus confrontés à la précarité de l'emploi.

C'est pourquoi le Forum tunisien des droits économiques et sociaux recommande de :

- Traduire rapidement l'initiative du président de la République relative à l'égalité successorale en un cadre législatif qui consacre le principe de l'égalité dans ce domaine.
- Mettre en place les mécanismes et les législations en mesure de prendre en considération la discrimination positive au profit

maquette-fides fr (2).indd 32 09/11/2017 13:35:22

de la femme dans le domaine du travail.

- Mettre les législations en cohérence (en adéquation) ce qui est stipulé par la Constitution, dans son article 20.
- Mettre en application la loi relative à la lutte contre la violence faite aux femmes femmes, qui peut être considérée comme un grand acquis.

Le droit au travail

L'atermoiement des gouvernements successifs et l'absence d'une stratégie claire de lutte contre le chômage traduit l'échec cuisant qui a caractérisé leurs politiques après 2011 en matière de droit au travail, politiques fondées sur les mêmes choix dans le cadre d'un modèle de développement inique et injuste. Et malgré les efforts fournis durant des décennies, dans ce qui'il est convenu d'appelen Appui à l'emploi des jeunes, les taux de chômage continuent à enregistrer des chiffres élevés. Ainsi, le nombre de chômeurs a atteint, selon l'enquête nationale sur la population et l'emploi, plus de 650.000 chômeurs, soit plus de de 15.5% de la population active en 2016. Le nombre de chômeurs parmi les diplômés a atteint pour la même période plus de 250.000, soit plus de 31%. Ce taux est encore plus élevé chez les femmes diplômées (42%), c'est-à-dire le double de celui des hommes (20,7%).

Le chômage est devenu un phénomène structurel. En effet, les taux de chômage ont gardé des niveaux élevés depuis l'indépendance, avec une moyenne annuelle de 13% environ. Le gouvernement doit prendre les mesures à même de limiter ce phénomène, dans le cadre d'une stratégie claire, rompant avec les politiques précédentes dans ce domaine, et de se hâter d'élaborer les législations (les lois) nécessaires pour limiter (réduire) le chômage, garantir le droit au travail, dans le cadre de nouvelles politiques de développement qui rompent avec le modèle de développement actuel, qui a lamentablement échoué à trouver les solutions au problème du chômage. Ces nouvelles politiques doivent tenir compte des spécificités structurelles du problème de chômage, dont principalement l'absence de stratégies cohérentes et effi-

maquette-fides fr (2).indd 33 09/11/2017 13:35:22

caces dans le domaine de l'emploi, la faiblesse et la précarité du tissu économique et sa faible capacité à créer des emplois, l'inadéquation du système éducatif par rapport aux besoins de l'économie nationales et du marché du travail, l'attachement à un modèle de développement fondé sur la stratégie des bas salaires, ce qui handicape le recrutement des diplômés de l'université. Il faut ajouter à cela l'adhésion du gouvernement aux négociations sur la convention du libre-échange, complet et approfondi (ALECA) avec l'Union européenne, qui représente une vraie menace pour le droit au travail, parce qu'elle imposera une concurrence inégale dans deux secteurs clefs et fragiles : l'agriculture et les services. Ce qui, selon plusieurs rapports, conduira à la faillite et à la fermeture de la grande majorité des entreprises travaillant dans les deux secteurs, à cause de leur faible compétitivité. Et cela se fera aux dépens des postes d'emploi, à l'instar de ce qui est arrivé pour le secteur de l'industrie lors de la signature de la convention de partenariat avec l'Union européenne en 1995. Dans ce domaine, le Forum recommande :

- L'engagement du gouvernement dans une réflexion sérieuse sur le développement alternatif souhaité, et sur les choix stratégiques à même de mettre en œuvre ce développement alternatif et les réformes de fond à adopter dans les différents domaines et dossiers, pour concrétiser cette alternative capable de réaliser, d'élargir et de garantir les droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux à la société tunisienne.
- Augmenter la productivité par le biais de l'augmentation du taux d'utilisation du potentiel de production matériel et humain disponible.
- Veiller à mettre à niveau les rapports professionnels et sociaux pour réunir les conditions de réhabilitation du travail comme valeur, préserver les entreprises et augmenter leur productivité et leur compétitivité.
- Veiller à dynamiser (activer) la demande intérieure pour atteindre le rythme de croissance espéré.

maquette-fidès fr (2).indd 34 09/11/2017 13:35:22

- Abandonner (renoncer au) le principe de la neutralité de l'Etat caractérisant le modèle de développement actuel qui a prouvé son incapacité à solutionner le problème de l'emploi, et ce en adoptant des politiques sectorielles claires dans les domaines industriel, agricole et des services, et à travers la création de nouveaux rapports entre les secteurs public et privé, basés sur une logique contractuelle et partenariale souple, et sur des liens solides entre le système productif et le système de formation et de recherche.

Le droit à des conditions de travail adéquates

Le salaire minimum

Concernant la manière et la méthode adoptée pour fixer le seuil minimum du salaire, le FTDES tient à observer qu'elles ne tiennent pas compte des changements dans les habitudes de consommation de la famille tunisienne. Les indices sur lesquels les autorités s'appuient pour déterminer ledit salaire sont déconnectés de la réalité économique et sociale : nulle prise en compte de la hausse galopante des prix et de la chute du dinar tunisien. L'évidence ainsi oubliée est la réduction accélérée du pouvoir d'achat des couches les plus fragiles et classes moyennes.

Pour ce qui est du salaire minimum agricole, il est en partie fictif puisque les femmes perçoivent la moitié du salaire des hommes. Une discrimination que l'État daltonien ne semble pas voir.

Le système du salaire minimum n'est pas applicable non plus pour les emplois précaires dans du secteur public. Les employés des chantiers régionaux par exemple, plus de 41 mille personnes, touchent une prime de 350 DT par mois alors que ceux qui travaillent dans la sous-traitance dans le secteur privé sont payés de 120 à 220 DT par mois…

Nous proposons une réforme complète de la méthode qui tienne compte de la structure de la consommation familiale et s'adosse à la notion de salaire vital. Cette notion, qui intègre les dimensions éthiques et humaines, est plus conforme aux dispositions de

maquette-ftdes fr (2).indd 35 09/11/2017 13:35:22

la Constitution et des Conventions internationales relatives aux droits économiques et sociaux.

Des conditions de travail décentes pour tous les travailleurs

L'inquiétude de la société civile tunisienne est grande face aux atteintes quotidiennes aux droits des travailleurs, en particulier celles se rapportant aux conditions de travail dans les petites et moyennes entreprises qui échappent aux contrôle des organismes habilités.

L'espace du travail est souvent est sous-équipé et non conforme aux normes de la sécurité professionnelle. L'inadéquation entre l'espace et le type d'activité est souvent la règle. Les espaces dévolus à l'infirmerie, aux besoins sanitaires, à l'hygiène, à la restauration, à la conservation de la nourriture, à l'allaitement pour les mères sont ou inexistants ou défectueux.

Nous proposons, à cet égard la mise en place d'un contrôle réel des conditions de travail. Cela suppose un renforcement des effectifs de contrôle ainsi qu'une formation adéquate pour les contrôleurs.

Notons également que les conditions de travail des travailleurs handicapés sont souvent inadaptées à leurs besoins spécifiques, surtout dans le secteur privé. L'État a pour obligation d'intervenir d'urgence afin d'inciter les entreprises privées à respecter les droits de ces catégories de travailleur et à se doter des équipements et circuits adaptés à leur situation.

Les heures de travail supplémentaires

Le droit du travail est peu respecté, en particulier dans le secteur privé, en matière d'heures supplémentaires. Les conflits relatifs aux salaires et aux heures supplémentaires constituent 60% des contentieux dans certains secteurs comme le textile, l'agriculture, et autres secteurs non structurés. Les travailleurs exécutent ainsi un supplément de travail pour lequel ils ne sont pas payés. Le contrôle de l'État doit être intensifié, et des campagnes doivent être organisé afin d'éradiquer cette injustice.

maquette-fidesfr (2).indd 36 09/11/2017 13:35:22

Concilier la vie professionnelle et la vie familiale

Là encore la loi les secteurs privé et public sont soumis à des lois différentes quant à la maternité et au congé du même nom par exemple. Une discrimination criante existe également entre les femmes qui ont trois enfants et celles qui en ont moins : celles-ci sont ne peuvent accéder à la retraite anticipée, surtout en cas de licenciement abusif après les fermetures d'entreprise intempestive. La société civile propose d'unifier la législation et prévoir des filets de protection des travailleuses les plus exposées et d'assouplir les conditions d'accès à la retraite anticipée.

L'égalité de salaire entre hommes et femmes

La société civile est préoccupée par la persistance de l'inégalité de salaire entre les deux sexes pour un même travail. Cette discrimination est encore plus flagrante dans le secteur agricole : le salaire des travailleuses agricoles ne dépasse pas la moitié de celui des hommes. L'inégalité est également la règle dans de nombreux secteurs non structurés en l'absence de contrôle, d'un cadre légal et de mesures de contrôle opératoires. Il faut souligner que le fait accompli de l'inégalité a tendance à s'aggraver dans les secteurs de travail précaire ou de sous-traitance. L'intervention de l'État, là encore, requise par la loi et la mise en place de dispositifs d'application de cette loi. Dans ce domaine aussi, il y va du respect de la Constitution et des conventions internationales relatives aux droits économiques, sociaux et culturels et aux droits de l'Homme en général.

Les conditions de santé et de sécurité sur le lieu de travail

La société civile souligne les grandes carences en matière de condition de santé et de sécurité professionnelle sur les lieux de travail. La première conséquence est la fréquence des accidents de travail mortels notamment les secteurs non structurés comme le bâtiment, le secteur agricole, les industries chimiques… La détérioration des conditions de travail dans de nombreuses PME est la cause de l'augmentation des maladies du travail. Les autorités continuent à fermer les yeux sur cette situation, quitte à présen-

maquette-fïdes fr (2).indd 37 09/11/2017 13:35:22

ter des statistiques faussées s'appuyant sur une définition biaisée de la notion de maladie professionnelle. Beaucoup de maladies ne sont décomptées parce que non reconnues comme telles, dans le textile et le prêt-à-porter par exemple.

La médecine du travail ne protège pas suffisamment les travailleurs, surtout que de nombreuses PME ne sont pas adhérentes à l'Inspection médicale du travail. Ce corps est lui-même sous-équipé et manque de personnel.

Le licenciement abusif

Depuis la promulgation d'un nouveau Code du travail aux cours des années 1990, le monde du travail vit au rythme des licenciements abusifs, tout particulièrement ceux provoqués par les «fermetures subites d'entreprises ». Ces licenciements, qui adviennent en dépit des modalités prévus par l'article 21 du Code du travail, constituent autant de violation des droits économiques et sociaux des travailleurs. Certes, les textes prévoient des droits entérinés aussi bien par le Code que par les Conventions collectives dont le recours aux tribunaux après l'épuisement de tous les recours préalables en cas de fermeture subite de l'organisme employeur. Certes, le législateur a pris en compte la situation matérielle des travailleurs et les a exemptés des frais du procès en vue de l'obtention de réparations après un licenciement sans préavis abusif… Il n'empêche, le dispositif de protection prévu par la loi ne fonctionne pas. Les tribunaux ont beau donner raison aux travailleurs et ordonner des indemnisations en leurs faveur, ces décisions demeurent souvent lettre morte : l'exécution des verdicts étant impossible parce que l'entreprise a plié bagages sans laisser de biens permettant d'indemniser les victimes. Des milliers de travailleurs se sont retrouvés sans ressources malgré les papiers délivrés par le juge. Ce type de licenciement a connu un véritable boom après la Révolution : selon certains rapports, 40 mille personnes ont perdu leur travail dans le secteur textile, la plupart à la suite de licenciements abusifs.

LE FTDES préconise à cet égard :

maquette-ftdes fr (2).indd 38 09/11/2017 13:35:22

- La révision régulière du Smig de sorte qu'il puisse répondre aux besoins fondamentaux du citoyen en nourriture, soins, logement, transport, éducation des enfants…
- L'application des normes internationales dans les lieux de travail afin de garantir l'hygiène et la sécurité professionnelle du travailleur et de mettre un terme aux violations flagrantes de la loi dans ce domaine.
- La ratification de toutes les Conventions de l'OIT et la mise en œuvre en parallèle d'un programme national paritaire sur l'hygiène et la sécurité professionnelle afin de limiter les risques d'accidents et de maladies sur le lieu de travail.
- La mise en œuvre de la Caisse d'assurance chômage prévue par le contrat social signé par toutes les parties en janvier 2013.

Le droit à la couverture sociale

La Constitution tunisienne en son article 38, garantit «le droit à une couverture sociale conformément à ce qui est prévu par la loi» ce même droit est souligné par les différentes conventions internationales ainsi que par les recommandations de l'Organisation internationale du travail (l'OIT). Pourtant une grande partie de la population tunisienne est privée de ce droit. Outre celles et ceux qui travaillent dans le secteur informel, beaucoup d'autres travaillant dans le secteur organisé ne jouissent d'aucune couverture en raison de l'attitude des employeurs qui refuse de déclarer aux services de la sécurité sociale. On peut également citer les travailleurs des chantiers que l'Etat lui-même emploie en dehors de tout cadre légal ; ils sont 60 000 sans couverture sociale.

Les statistiques nous apprennent que sur les 4 millions d'actifs, 37% travaillent dans l'économie informelle. Si l'on y ajoute le 15.5% de chômeurs plus de 50% de la main d'œuvre tunisienne est privée de sécurité sociale. Les efforts du ministère des Affaires sociales déployés dans le cadre des programmes d'aide sociale sont réels : les familles les plus pauvres peuvent accéder à un revenu minimal et à des soins gratuits dans le secteur public de la

maquette-fidesfr (2).indd 39 09/11/2017 13:35:22

santé. Ces programmes souffrent néanmoins de carences diverses et n'assure pas de couverture sociale à toutes les familles considérées comme pauvres ou nécessiteuses.

Les statistiques démontrent que 22% des familles tunisiennes ne bénéficient d'aucune couverture dans le domaine de la santé. Sans parler de la dégradation constatée du service public de la santé en raison de la déficience de l'équipement et des médicaments et l'insuffisance du cadre médical et paramédical. Il va de soi que ce sont les régions marginalisées qui souffrent le plus de ce délabrement. Les trois caisses sociales connaissent des déficits qui ne cessent de s'aggraver d'une année sur l'autre. La plus touchée étant la caisse de retraite. En 2016 le déficit était de 791 millions de dinars tunisiens. Ce chiffre risque d'atteindre 180 pour l'année 2017. Les créances de la CNAM auprès de CNSS et CNRPS sont évaluées à 1949 millions de dinars tunisiens fin 2016. Le déficit est devenu un véritable gouffre qui menace d'engloutir tout le dispositif de sécurité sociale. Les raisons en sont multiples : le déséquilibre entre cotisants et retraités, l'allongement de la durée de la vie, mauvaise gestion des ressources des caisses et surtout la politique de l'emploi prisonnière du modèle de développement existant.

Les gouvernements successifs ont essayé de trouver des «solutions» à ces problèmes en jouant les bons élèves des institutions financières internationales dont les recettes ont un coût social qui ne cesse de s'alourdir : l'augmentation de l'âge de la retraite de 60 à 62 ans, la hausse des redevances versées aux casses sociales et la baisse des primes de retraite. Mais, même ces mesures draconiennes ne font que retarder la crise des caisses dont la réforme ne sera effective et socialement moins douloureuse que par un changement de politique économique, soit par la mise en place d'un modèle de développement conforme aux revendications du peuple tunisien en matière de développement durable, de progrès et de prospérité.

La protection de l'enfant et de la mère

maquette-fides fr (2).indd 40 09/11/2017 13:35:22

Les enfants représentent en Tunisie 3.4 millions d'âmes soit le tiers de la population. 25% d'entre eux vivent dans des familles pauvres largement au-delà du seuil de pauvreté (15.5%). Ce chiffre alarmant est doublé dans les milieux ruraux et dans les régions de l'intérieur. La pauvreté un problème gigogne puisqu'elle empêche ces enfants d'accéder à leurs droits en matière d'enseignement, de santé et de sécurité sociale. Probablement la pauvreté et la précarité touchent environ la moitié des enfants tunisiens. Les enfants appartenant à la première tranche d'âge (0 à 23 mois) sont victimes d'une double précarité, celle de la nutrition et de la santé. Selon les statistiques pas moins du quart des bébés de 0 à 23 mois n'ont pas connu un suivi médical prénatal. Pour 14% d'entre eux, le calendrier des vaccins n'est pas respecté. 33.5% ont des difficultés à accéder aux dispositifs de santé ; 25.5% souffrent de mal nutrition ; 10.1% du logement insalubre ; 12% d'un environnement sanitaire déficient.

Le reste des enfants sont victimes de violences de conditions de logement médiocre et de confiscation de leur droit à l'enseignement. Selon les mêmes statistiques, le tiers des enfants de 2 à 5 ans ont subi des violences, aussi bien dans le milieu rural que le milieu urbain, et y compris dans le cadre de la famille. Concernant la tranche d'âge de 5 à 14 ans, ils souffrent essentiellement de promiscuité, des violences subies et du délabrement des soins. Ces difficultés sont évidemment sont évidemment accentuées dans les régions de l'intérieur et les zones de précarité. Le niveau d'instruction de la mère est un paramètre important : pus la mère est instruite plus l'enfant a des chances d'accéder à ses droits. La crise économique et sociale dans laquelle s'enfonce le pays est un facteur aggravant. Ainsi assiste-t-on à :

- L'augmentation de l'emploi des enfants : 30 000 sont happés dans le circuit économique soit 2% de la population infantile. L'aggravation du phénomène des enfants de rue depuis la révolution avec ce que cela suppose de risques de déviance et des addictions de toutes sortes…
- Il importe de signaler ici que l'emploi des enfants dans le sec-

maquette-fîdes fr (2).indd 41 09/11/2017 13:35:22

teur informel et l'ampleur de la consommation de drogues aux alentours des écoles et lycées constitue des symptômes inquiétants préoccupants qui ne semblent pas être pris en compte par le gouvernement. Les enfants se retrouvant souvent démunis face à ces dangers t exposés aux menées des revendeurs de drogues et aux réseaux violents.

- Les centres d'intégration et de protection sociale «des enfants ne disposant guère des moyens pour s'acquitter de leur tâche. Outre le nombre limité de ces centres qui ne couvrent pas tout le territoire, ils ne sont pas adaptés aux changements qualitatifs de l'éducation des enfants dans une société en mutation. Là encore, le déséquilibre entre les régions et les milieux sociaux est patent en matière de sauvegarde des droits de l'enfant.
- Les structures en charge de la sauvegarde des droits de l'enfant, comme les Délégations à la protection de l'enfance, sont dépourvues de moyens pour mener à bien leur travail. Il y a à peine 1.2 délégué pour 100 000 enfants (de 0 à 17 ans). Dans certaines régions comme Sfax ou Kairouan le ratio ne dépasse pas 0.4. La plupart des délégations ne disposent pas d'experts en psychologie ou en sociologie. Quant à la communication, elle est quasi inexistante dans un domaine où l'information (sur les atteintes aux droits de l'enfant) est essentielle.

Des avancées juridiques ont certes été réalisées comme les dispositions de l'article 47 de la Constitution de 2014 sur les droits fondamentaux de l'enfant ou la ratification de la Convention relative aux droits de l'enfant suivie par la promulgation en 1995 de l'important Code de la protection de l'enfant. Mais la situation réelle est très en deçà du droit.

Pour ce qui est des droits des mères, elles souffrent de carences diverses à commencer par la mortalité lors de l'accouchement estimée aujourd'hui à 46 sur 100 000 dont une grande proportion dans les régions marginalisées.

En matière de congé de maternité, la discrimination entre le secteur

maquette-fidesfr (2).indd 42 09/11/2017 13:35:22

privé qui n'accorde qu'un mois et le secteur public qui en accorde deux, est flagrante. Même le projet de loi adopté par le gouvernement en août dernier, censé améliorer la condition des mères, et qui prévoit 14 semaines de congé maternité dont 4 avant l'accouchement et y ajoute 15 jours de congé de paternité, conformément aux normes internationales, ce projet demeure lui aussi limité au secteur public. De surcroît, la garde des enfants en bas âges (de 0 à 2 ans) incombe toujours à la seule famille et surtout à la mère, et la loi ne la reconnaît toujours pas comme une responsabilité sociale collective.

Dans ce domaine, le FTDESpréconise :

- Le lancement de campagnes de vaccins en prévention des maladies hydriques comme l'hépatite virale qui sévit surtout dans les régions de l'intérieur.
- Des mesures adéquates afin de limiter l'abandon scolaire et garantir l'application du principe d'égalité des chances pour tous les enfants dans l'enseignement.
- La mise à jour des lois existantes relatives aux droits de l'enfant afin de les adapter aux dispositions de la nouvelle Constitution et aux normes internationales.
- L'élaboration d'une stratégie nationale de protection de l'enfant contre la violence. Une attention particulière aux enfants en danger est nécessaire.

Le droit à un niveau de vie décent

Le seuil national de pauvreté, le critère adopté et le dispositif de mesure

Malgré quelques évolutions, les méthodes mises en place par les autorités tunisiennes afin d'établir le seuil national de pauvreté ne permettent pas une appréciation sérieuse du volume de pauvreté existant. D'autant que les indicateurs sont soumis aux aléas de l'inflation, de la hausse exorbitante des prix et de la détérioration du taux de change. En un mot, la définition de la pauvreté et de ses indices quantitatifs selon la méthode existante ne permet pas

maquette-fides fr (2).indd 43 09/11/2017 13:35:22

d'établir une véritable cartographie de la pauvreté. Ainsi le seuil des dépenses individuelles fixé à 106 dinars par mois ne permet pas de couvrir les besoins de subsistance individuelle en milieu urbain. Les autorités sont tenues de réviser leurs méthodologies et de les adapter aux changements sociaux et économiques accélérés.

Les politiques de la lutte contre la pauvreté

Les politiques sont soumises à des contraintes à des contraintes et à des choix qui limitent leur efficacité et c'est un euphémisme. Longtemps, les partis au pouvoir ont eu recours à des programmes dont la portée est d'autant plus faible qu'ils sont gangrénés par une corruption généralisée. Qu'ils soient mis en place afin d'assurer un minimum de subsistance ou pour acheter la «paix sociale» comme les chantiers régionaux. Ces programmes ont un impact très réduit dans la lutte contre la pauvreté. Ainsi du programme du soutien aux travaux publics à haute intensité de main d'œuvre. D'autres programmes sont trop lourds pour les finances publiques comme celui des transferts sociaux dont la plus grande partie bénéficie aux couches moyennes et aisées (comme la subvention de l'énergie)

La société civile tunisienne propose de resserrer le soutien sur les couches sociales pauvres pour l'abandon progressif de la subvention énergétique au profit des plus aisés.

Les subventions accordées aux entreprises peuvent être réorientées pour la lutte contre la pauvreté par des politiques de développement réel supervisées par l'Etat dans le cadre d'une stratégie nationale de lutte contre la pauvreté.

Le droit à la sécurité alimentaire

Les rapports émanant de l'Etat continuent à négliger les critères qualitatifs de l'alimentation et se contentent d'aligner les indicateurs quantitatifs : comme celui des 2200 calories comme le seuil minimal de la nutrition par tête. Le déficit qualitatif en protéines lié à la hausse des prix de la viande rouge et du poisson est ainsi

maquette-fidès fr (2).indd 44 09/11/2017 13:35:22

passé sous silence. Toutes les données disponibles confirment que le droit à une nourriture décente est battu en brèche et que l'Etat ne cesse de faire preuve de laxisme. Il donne l'impression d'être impuissant face au monopole, à la contre bande, à l'aubaine des subventions des produits qui profitent aux industries alimentaires et à la restauration. A travers les réseaux des spéculateurs qui dominent les circuits de distribution de ces produits. Faut-il souligner de surcroit la grande corruption qui sévit dans ce secteur et n'épargne rien au consommateur à qui on revend des produits périmés. Une véritable délinquance nutritionnelle se développe à l'ombre du laxisme et de l'impunité.

Le droit à l'eau

La Tunisie vit depuis quelque temps au rythme des pénuries de l'eau. La consommation annuelle actuelle est au-dessous de 460 m3 d'eau. Et on s'attend à l'horizon 2030, à une baisse de 28% des ressources hydrauliques traditionnelles du pays. Le droit à l'eau est en train de se poser avec acuité. La mobilisation des ressources disponibles est affaiblie par des choix inadéquats comme la réalisation de grands travaux dans les zones humides qui sont rarement entretenues. Le besoin des citoyens en eau est d'autant plus urgent que les années de sécheresse se succèdent. Cette crise frappe de plein fouet beaucoup de régions de l'intérieur, au centre et au sud, dans les campagnes comme dans les zones montagneuses. La baisse de nos ressources en eau est durable ce qui est annonciateur de grandes difficultés pour accéder à une eau de qualité et suffisante pour les besoins des citoyens au cours des années à venir.

Pour tout recours, l'Etat a procédé à l'augmentation du prix de l'eau. Malgré le souci de rationalisation de la consommation cette mesure porte atteinte au principe d'égalité dans l'accès au droit de consommation de l'eau.

Pour résumer, nombre de régions souffrent de la baisse de l'eau disponible en raison des pénuries dans les réservoirs d'eau surtout dans les campagnes. Outre la question lancinante de la pollution, l'absence d'une stratégie d'économie de l'eau et de mobili-

maquette-fidès fr (2).indd 45 09/11/2017 13:35:22

sation de ressources non-traditionnelles est en cause. Le tout sur fond de changement climatique.

Le FTDES recommande à ce niveau une révision des choix actuels en matière de mobilisation des ressources hydrauliques et le recours aux travaux de petite taille en s'inspirant de notre patrimoine historique dans le domaine.

Se pose aussi la question de la gouvernance de l'eau. Les coupures d'eau affectent des régions et pas d'autres, des secteurs et pas d'autres. Est-il de bonne politique de couper l'eau pour les paysans des zones irriguées et de les inviter à «réguler» leur agriculture en raison du manque d'eau des barrages alors les industries et les hôtels sont épargnés et se gavent toujours plus.

L'Etat s'est révélé également impuissant à gérer les ressources hydrauliques en sous-sol laissées à la merci des industries polluantes qui, continuent à détruire aussi bien le milieu naturel que les ressources profondes.

Enfin, les autorisations de forage accordées aux exploitants du gaz du schiste mettent en péril nos ressources stratégiques dans le centre et le sud.

Le droit de tous à l'éducation et à l'enseignement

Quid de l'obligation et de la gratuité scolaire ?

Malgré les efforts fournis le coût de l'enseignement ne cesse d'augmenter. Les populations précaires risquent de ne plus suivre le rythme. Le taux de scolarisation rechute à 96% ; que 10 000 enfants abandonnent l'école primaire tous les ans ; que 100 000 quittent collèges et lycées chaque année. Ces chiffres sont symptomatiques d'une régression sociale inquiétante et des difficultés dans lesquelles s'enfonce le système scolaire en Tunisie. Les mesures prises par les autorités dans ce domaine demeurent limitées et on ne voit toujours pas de résultats probants. Surtout, l'absence de dispositifs concrets pour mettre fin à l'hémorragie de l'abandon est patente. Les cours particuliers, la discrimination entre les élèves, le suivi des élèves en rupture d'école (et ce que cela suppose comme coordina-

maquette-fidesfr (2).indd 46 09/11/2017 13:35:22

tion avec les Affaires sociales.)… autant de questions qui demeurent suspendues en attendant une remise à plat de tout le système éducatif, elle-même tributaire d'une remise en question du modèle de développement.

Les élèves inscrits en première année de l'enseignement de base, auparavant inscrits en année préparatoire, forment 77.8% en 2015. Le taux s'est amélioré au cours des dernières années mais la disparité régionale est effarante. Le taux d'inscrits est de 96.8% à Tunis alors qu'il n'atteint que 44.2% à Kasserine. Les études récentes prouvent que le discours officiel qui se gargarise «d'égalité de chance» et ne cesse de célébrer «l'ascenseur social» n'a rien à voir avec la réalité. Les chiffres sont impitoyables : 100 000 élèves abandonnent l'école chaque année, comme on l'a vu, dont 55 000 qui ne dépassent pas l'enseignement de base. Ce sont bien sûr les régions les plus pauvres qui sont les plus touchées ; et ce sont les couches les plus fragiles qui sont affectées avec 90% du taux d'abandon. Il faut signaler, en plus, un véritable affaissement du niveau de formation dans des matières comme les mathématiques et les langues qui augure des difficultés à communiquer, à écrire et à résoudre divers problèmes.

Le mythe de l'ascenseur social s'effiloche à vue d'œil : le taux de réussite scolaire est de plus en plus indexé sur les revenus de la famille. Les cours particuliers viennent ainsi accentuer l'inégalité dans l'enseignement qui s'étale au grand jour à la simple lecture des résultats au baccalauréat et de l'orientation universitaire. Certaines facultés et disciplines sont désormais quasiment réservées aux jeunes «de bonne famille» comme les facultés de médecine.

Cette situation s'aggrave d'une année sur l'autre en raison des difficultés financières de l'État qui tente d'y remédier par des économies dans le recrutement des cadres de l'éducation. On a noté en 2017 un «déficit» de 15 000 instituteurs et 1500 professeurs d'enseignement secondaire. Ce qui explique les perturbations qui ont secoué la rentrée scolaire, notamment dans les gouvernorats de Kairouan, de Sfax, de Nabeul et de Kasserine. Les postes vacants n'ont pu être pourvus qu'à la mi-octobre. Vous avez dit égalité des chances ?

maquette-fidès fr (2).indd 47 09/11/2017 13:35:22

Pour toutes ces raisons le FTDES propose de :

- Renforcer le système d'enseignement public afin qu'il demeure la locomotive d'une formation de qualité, condition nécessaire de tout développement durable.
- Réformer le système d'éducation et le remettre au cœur d'un nouveau modèle de développement au service des intérêts nationaux.
- Redessiner la carte scolaire afin d'intégrer les zones marginalisées et de réduire le phénomène de l'abandon scolaire.
- Rendre obligatoire l'enseignement préscolaire sur la base de l'égalité des chances ;
- Renforcer la culture des droits de l'Homme et des droits des femmes dans les programmes d'enseignement et de culture.
- Valoriser la dimension écologique dans les programmes scolaires dans l'optique de la lutte contre la pollution et pour un développement durable.

maquette-ftdes fr (2).indd 48 09/11/2017 13:35:22

كما يبرز التكوين ضعف كبير أصبح يتجلى في التراجع الكبير لمستوى التلاميذ في مجال اللغات والرياضيات وهو ما يعكس الصعوبات التي يواجهونها في التواصل والكتابة وحل المشاكل.

كما أصبح النجاح في المدرسة يعتمد على مستوى الدخل والوضع الاجتماعي مع استفحال ظاهرة الدروس الخصوصية التي تكرس اللامساواة في التعليم والتي تتضح أكثر في مستوى نتائج البكالوريا والتوجيه الجامعي حيث أصبحت بعض الشعب والكليات حكرا على أبناء الفئات الميسورة مثل كليات الطب. وتسجل وضعية التعليم تدهورا مستمرا من سنة إلى أخرى نظرا للصعوبات المالية التي تعاني منها الدولة وتقشفها في الانتداب لسد النقص في الإطار التربوي الذي بلغ هذه السنة 2017 حوالي 15 ألف معلم وأكثر من 1500 أستاذ مما تسبب في تعطل انطلاق السنة الدراسية بصفة عادية في العديد من المناطق وخاصة في ولايات القيروان وصفاقس ونابل والقصرين حيث لم يتم معالجة الشغورات فيها إلا في منتصف أكتوبر 2017 وهو ما يمس من أحد المبادئ الأساسية التي يقوم عليها الحق في التعليم وهو مبدأ تكافؤ الفرص.

لكل ذلك يؤكد المنتدى على:

- دعم منظومة التعليم العمومي مما يجعلها قاطرة رئيسية لتحقيق تكوين جيد يضمن بلوغ هدف التنمية المستدامة.
- إصلاح المنظومة التربوية بإعادة توجيهها لتكون حلقة أساسية في إقرار منوال تنموي جديد يخدم المصالح الوطنية.
- وضع خارطة تعليمية جديدة تمكن من إدماج أطفال المناطق المهمشة وتحد من ظاهرة الانقطاع المدرسي.
- إقرار إجبارية التعليم ما قبل المدرسي بما يضمن تحقيق مبدأ تكافؤ الفرص.
- دعم ثقافة حقوق الإنسان وحقوق المرأة في البرامج التعليمية والتثقيفية.
- دعم البعد البيئي في البرامج التعليمية بما يمكن من تطوير وتفعيل آليات مكافحة التلوث وتحقيق التنمية المستدامة.

ftdes-droits-eco-soc-cult (2).indd 42 09/11/2017 15:17:48

تلوث كبير للأوساط الطبيعية والموارد المائية الباطنية. كما أن اسناد رخص للتنقيب عن غاز الشيست يطرح بشدة التداعيات الخطيرة التي يمكن أن تنجر عن استعمال هذه التقنيات على مواردنا المائية الاستراتيجية خاصة في وسط وجنوب البلاد.

حق كل فرد في التربية والتعليم

الخطوات المتخذة لتحقيق مجانية التعليم وإجباريته

رغم المجهودات المبذولة فإن كلفة التعليم ما انفكت ترتفع وتشير الكثير من المعطيات أنها أصبحت تتجاوز قدرة الفئات الهشة وهو ما يفسر أن نسبة هامة من الأطفال في سن الدراسة لم يلتحقوا إلا جزئيا بالتعليم حيث تبلغ نسبة التمدرس حوالي 96%. كما أن عدد المنقطعين في المرحلة الابتدائية يناهز 10.000 طفل كل سنة أما في التعليم الإعدادي والثانوي فإننا نسجل سنويا أكثر من 100.000 منقطع مما يعكس الصعوبات الكبيرة التي يعاني منها النظام التعليمي في تونس.

لازالت التدابير التي اتخذتها السلطات لمعالجة هذه الظاهرة محدودة ولم تؤت أكلها ونلاحظ غياب الكثير من المعطيات التي يمكن أن تحد من هذه الظاهرة. مثل وضع الآليات الكفيلة بالحد من الانقطاع، والتصدي لظاهرة الدروس الخصوصية ومقاومة سياسة التمييز بين التلاميذ ومتابعة التلاميذ المنقطعين والتنسيق مع وزارة الشؤون الاجتماعية في ذلك، والعمل على مراجعة المنظومة التربوية لجعلها أكثر ملائمة مع المتغيرات المرتبطة بمنوال التنمية.

فمعدل التلاميذ المسجلين في السنة الأولى من مرحلة التعليم الأساسي والذين كانوا مرسمين في السنة التحضيرية، لا يمثلون سوى 77.8٪ سنة 2015. وعلى الرغم من أن هذا المعدل قد تطور في السنوات الأخيرة فإن الفجوة بين المناطق تبقى كبيرة في هذا المجال إذ تبلغ النسبة مثلا في تونس 96.8٪ مقابل 44.2٪ في القصرين. الخطاب الرسمي يشير دائما إلى مبدأ تكافؤ الفرص في التعليم وأهمية المدرسة كمصعد اجتماعي، ومع ذلك، فإن العديد من الدراسات الحديثة تبين أن هذا الخطاب لا يتطابق مع الواقع. فالإحصائيات تؤكد أن عدد التلاميذ الذين ينقطعون سنويا يفوق 100000 من بينهم 55000 لم يتجاوزوا التعليم الأساسي. أفقر المناطق هي التي تسجل نسبة التسرب الأعلى كما أن هذه الظاهرة تهم بنسبة 90% أبناء الشرائح الاجتماعية الأكثر هشاشة.

ftdes-droits-eco-soc-cult (2).indd 41 09/11/2017 15:17:48

الحق في الماء

تعيش البلاد التونسية على وقع النقص الحاد للموارد المائية بمعدل فردي سنوي بأقل من 460م^3 وهذه الوضعية ينتظر أن تزداد حدة بمفعول التغير المناخي حيث يتوقع الخبراء أن تفقد تونس في غضون سنة 2030 حوالي 28% من مواردها المائية التقليدية. لذلك فإن مسألة الحق في الماء بالذات أصبحت تمثل هاجسا يتفاقم يوما بعد يوم في ظل تآكل الاختيارات المتعلقة بتعبئة الموارد المائية والتي تقوم على انجاز الأشغال الكبرى في المناطق الرطبة والتي في الغالب لا يقع تعهدها وصيانتها.

ومع استفحال سنوات الجفاف أصبح هذا الحق في تراجع خاصة في العديد من المناطق الداخلية حيث يعاني السكان من نقص فادح في توفير المياه في الأرياف وفي المناطق الجبلية، وكذلك في الوسط والجنوب ومن المتوقع أن يسجل مخزون المياه تراجعا مستمرا مما سيطرح إشكاليات كبيرة في مجال توفير المياه كما وكيفا.

وقد التجأت الدولة إلى الزيادة في تعريفة المياه لمعالجة مشكلة النقص في المياه وهي تهدف إلى ترشيد استهلاك هذا المورد لكنها من خلال ذلك أصبحت تمس من مبدأ العدالة في توفير هذا الحق. وإجمالا فإن العديد من المناطق الأكثر هشاشة مازالت تعاني من نقص كمي للمياه نظرا لتفاقم مشاكل المجامع المائية خاصة في الأرياف. إلى جانب التدهور الكبير للموارد المائية بسبب التلوث.

ويضاف إلى ذلك غياب استراتيجية واضحة للاقتصاد في الماء وتعبئة الموارد غير التقليدية وعدم الأخذ بعين الاعتبار المتغيرات الناجمة عن التغير المناخي. لذلك فإن المنتدى يقترح ضرورة مراجعة الاختيارات الحالية فيما يتعلق بتعبئة الموارد المائية والاستلهام من المخزون التاريخي في مجال تعبئة المياه عبر المنشآت المالية الصغرى إلى جانب المنشآت الكبيرة. كما أصبحت تطرح وبحدة مسألة الحوكمة في التصرف في المياه حيث يقطع الماء على مناطق دون أخرى أو قطاعات دون غيرها مثل ما هو الشأن مع قطاع الفلاحة السقوية في العديد من المناطق حيث قطعت السلط الماء على الفلاحين ودعتهم إلى عدم الزراعة بسبب نقص مخزون المياه في السدود بينما يتواصل تزويد الصناعيين والنزل بالماء دون انقطاع. يضاف إلى ذلك عدم تحكم الدولة في التصرف في الموارد المائية الجوفية التي يقع استغلالها بشكل استنزافي خاصة من قبل الصناعات الملوثة دون رقابة من السلطة ويتم صرفها في الطبيعة حيث تتسبب في

ftdes-droits-eco-soc-cult (2).indd 40 09/11/2017 15:17:48

سياسات محاربة الفقر

لقد بين اعتماد هذه السياسات ضعف الفاعلية في محاربة الفقر وهي تخضع إلى الكثير من المعطيات التي لا تمكن فعليا من نجاحها، فلفترة طويلة اعتمدت هذه السياسات من قبل الأحزاب الحاكمة للتوظيف السياسي، إلى جانب الفساد الكثير الذي شاب مجمل البرامج المرتبطة بهذه السياسات وهي في الكثير منها تهدف إلى توفير الحد الأدنى من مستلزمات العيش كما اعتمدت في جانب منها لتهدئة الاحتقان الاجتماعي مثل برامج التشغيل الهش (الحضائر الجهوية)، وتميزت بضعف جدواها في محاربة الفقر مثل برامج دعم الأشغال ذات الكثافة العمالية العالية. كما تسبب البعض منها في إنهاك المالية العمومية مثل برنامج التحويلات الاجتماعية خاصة وأن الجزء الأكبر من هذه التحويلات يتجه للفئات المتوسطة والغنية مثل دعم الطاقة. ويقترح المجتمع المدني حصر المسألة في الشرائح الاجتماعية الفقيرة وذلك بالتخلي التدريجي عن دعم الطاقة للفئات الغنية والمتوسطة.

كما أن الدعم المقدم للمؤسسات يمكن التخلي عنه وتوجيه عائداته لمحاربة الفقر عبر سياسات تنموية حقيقية تشرف عليها الدولة وتحددها وفق استراتيجية وطنية لمكافحة الفقر.

الحق في الغذاء

مازالت التقارير الصادرة عن الدولة لا تعطي أهمية للمؤشرات النوعية للغذاء فهي تعتمد المؤشرات الكمية والتي تحددها بـ 2200 حريرة للفرد في اليوم كحد أدنى ولكنها تهمل النقص الغذائي النوعي الذي تفاقم مع ارتفاع أسعار البروتينات بشكل مشط خاصة اللحوم الحمراء والأسماك. وتؤكد كل المعطيات أن الحق في الغذاء يتآكل تدريجيا في ظل تواصل تهاون الدولة في مقاومة العديد من الظواهر التي تهدد هذا الحق مثل الاحتكار والتهريب واستغلال المواد الأساسية المدعومة في الصناعات الغذائية والخدمات المطعمية عبر شبكات من المحتكرين الذين سيطروا على سوق توزيع المواد الأساسية. والفساد الكبير الذي أصبح يعتري هذا القطاع فيما يتعلق بصلاحية المواد الاستهلاكية التي تباع للمواطن والتي أصبحت ترتقي إلى حد الارهاب الغذائي في ظل غياب صارم للوقاية الصحية وعدم تفعيل القانون أمام هؤلاء المحتكرين والمجرمين.

ftdes-droits-eco-soc-cult (2).indd 39 09/11/2017 15:17:48

وشهر واحد في القطاع الخاص. ومشروع القانون الذي صادقت عليه الحكومة في أوت الفارط من شأنه أن يحسن وضع الأم، وقد نصّ على 14 أسبوع عطلة أمومة، 4 قبل الولادة و10 بعدها، مع وضع عطلة أبوة بـ 15 يوم وفق المعايير الدولية، لكن ذلك يبقى خاص بالقطاع العام دون أن يشمل القطاع الخاص. كما أنّ حضانة الأطفال القصر من 0 إلى 2 سنة تقع على عاتق الأسرة وأساسا على عاتق الأم والقانون لا يعترف بها كمسؤولية مجتمعية.

لذلك يوصي المنتدى التونسي للحقوق الاقتصادية والاجتماعية بـــ:

- إطلاق حملات تلقيح ضد بعض الأمراض المرتبطة بالماء مثل مرض التهاب الكبد الفيروسي خاصة في المناطق الداخلية.
- اتخاذ الإجراءات الكفيلة للحد من الانقطاع المدرسي وتأمين مبدأ تكافؤ الفرص في الحق في التعليم لكل الأطفال.
- إعادة ملاءمة القوانين والتشريعات المتعلقة بحقوق الطفل مع ما نص عليه الدستور الجديد والتشريعات الدولية.
- وضع استراتيجية وطنية لحماية الطفل من العنف وخاصة حماية الأطفال المعرضين للخطر.

الحق في مستوى عيش كاف

خط الفقر الوطني والأساس المستخدم وآليات القياس:

إن المنهجية المعتمدة من قبل السلطات التونسية في قياس خط الفقر الوطني لا تمكن رغم التطور من تحديد الحجم الكمي للفقر في تونس، خاصة وأن الكثير من المؤشرات تشهد تغييرا سريعا مرتبط بالتضخم المالي والارتفاع المشط للأسعار وتراجع قيمة العملة المحلية. وإجمالا فإن تعريف الفقر وتحديد مؤشراته الكمية وفق هذه المنهجية لا تمكن من حصر خريطة الفقر. فالحد المعتمد في الإنفاق والمقدر بـ 106 دينار كمعدل إنفاق شهري للفرد لا تمكن من تغطية الحاجيات الغذائية للفرد في الوسط الحضري. لذلك فإن السلطات مطالبة اليوم بمراجعة منهجية تحديد الفقر حتى تتلاءم مع الواقع وتحديد التطور السريع للفقر في ظل استفحال الأزمة الاقتصادية.

ftdes-droits-eco-soc-cult (2).indd 38 09/11/2017 15:17:48

- تنامي ظاهرة أطفال الشوارع خاصة بعد الثورة وتزايد خطر الإدمان والانحراف الاجتماعي.
- يمثل تزايد تشغيل الأطفال في القطاع غير المنظم، وتنامي ظاهرة المخدرات في محيط المدارس والمعاهد أخطارا حقيقية، دون أن نسجل أي آليات حكومية للتصدي لهذه المخاطر التي تهدد الطفل. وهذه الوضعية تجعل من الأطفال صيدا سهلا في شبكات مروجي المخدرات وغيرها من الشبكات العنيفة.

- مراكز الإدماج والحماية الاجتماعية الموجهة لهؤلاء الأطفال لا تلبي الحاجيات الأساسية لهؤلاء الأطفال وهي منقوصة من حيث العدد ومن حيث توزيعها الجغرافي وهي لا تستجيب للحاجيات الأساسية للأطفال ولا تتلاءم مع التحولات النوعية لمتطلبات تربية الأطفال الناجمة عن التحولات الاقتصادية والاجتماعية التي يشهدها المجتمع. كذلك هنالك فوارق كبرى بين الجهات وبين الأوساط فيما يتعلق بتوفير الحماية لحقوق الطفل.
- الهياكل المشرفة على حماية حقوق الطفل مثل مندوب حماية الطفولة تنقصها الكثير من الإمكانيات لإنجاز مهماتها. فمثلا نجد اليوم فقط 1.2مندوب لكل 100.000 طفل (0-17 سنة) وفي بعض المناطق مثل القيروان وصفاقس هذا المعدل لا يتجاوز 0.4 مندوب لكل 100.000 طفل. أغلب مندوبيات حماية الطفولة ينقصها أخصائي علم النفس وعلم الاجتماع. كما أن هناك نقص في الإعلام حول هذه الهياكل مما يجعل الإعلام حول الانتهاكات التي يتعرض لها الطفل محدود.

رغم تطور التشريعات الخاصة بحقوق الأطفال مثل تأكيد دستور 2014 في فصله 47 على الحقوق الأساسية للطفل ومصادقة البلاد التونسية على الاتفاقية الخاصة بحقوق الطفل وإصدارها لمجلة حقوق الطفل سنة 1995، وهو ما يمثل انجاز تشريعي هام، لكن رغم ذلك فإن وضعية الطفل مازالت بعيدة عما نصت عليه التشريعات فالكثير من الصعوبات مازالت تحول دون إمكانية تطبيقها لحماية الأطفال. كما أن حقوق الأم مازالت تعاني من الكثير من النقائص من ذلك ارتفاع حجم الوفيات المرتبطة بالولادة والمقدرة بـ 46/100.000 ولادة خاصة في المناطق المهمشة. التمييز في تطبيق عطلة الأمومة التي تبلغ مدة شهرين في القطاع العام

ftdes-droits-eco-soc-cult (2).indd 37 09/11/2017 15:17:48

حماية الطفل والأم

رغم أن الأطفال يمثلون ثلث السكان بحوالي 3.4 مليون نسمة فإن الهشاشة والفقر يمثلان أبرز الأخطار التي تهددهم في تونس. فـ 25% من الأطفال يعيشون في عائلات فقيرة وهو ما يمثل أكثر من نسبة خط الفقر في تونس التي تبلغ 15,5%. وهذه النسبة تكون مضاعفة في الوسط الريفي وفي المناطق الداخلية. يعتبر الفقر عائق أساسي أمام تمكين هؤلاء الأطفال من الحصول على حقهم في التعليم والصحة وحقهم في الحماية الاجتماعية. كما أن الفقر والهشاشة يهم حوالي نصف أطفال تونس.

الأطفال في العمر الأول (0-23 شهر) يعانون، أساسا من مشكلتين رئيسيتين، هما هشاشة الوضع الغذائي وهشاشة الوضع الصحي، إذ تشير الاحصائيات إلى أن ربع الأطفال الذين تتراوح سنهم بين 0-23 شهر لم يشهدوا متابعة صحية قبل الولادة. وأن حوالي 14% منهم لم يقع احترام روزنامة تلاقيحهم كما أن 33.5% من هذه الشريحة لها صعوبات في الولوج إلى المنظومة الصحية و27.5% منهم يعانون من سوء التغذية و10.1% من ظروف سكن رديئة و12% من ظروف صحية سيئة. أما بقية الأطفال فيعانون خاصة من العنف ومن ظروف سكن الرديئة ومن مصادرة حقهم في التعليم. إذ تشير الاحصائيات أن ثلث الأطفال من الشريحة العمرية 2-5 سنوات تعرضوا للعنف في الوسط الحضري أو الوسط الريفي أو حتى العائلي.

أما الأطفال الذين يتراوح سنهم بين 5 و14 سنة فهم يعانون أساسا من مشاكل الاختلاط والعنف والظروف الصحية السيئة. كل هذه الصعوبات تكون مضاعفة وتزداد حدة في المناطق الداخلية والمناطق الأكثر هشاشة. كما أنها تتأكد وترتبط بالمستوى التعليمي للأم فكلما كان هذا المستوى جيدا تتراجع الأخطار التي تهدد الحقوق الأساسية للطفل وتزداد كلما كان هذا المستوى ضعيف. وتزداد وضعية الأطفال المهددين بالهشاشة حدة مع تفاقم الأزمة الاقتصادية والاجتماعية ومن مظاهر ذلك:

- ارتفاع حجم الانقطاع المدرسي الذي يهم اليوم أكثر من 100 ألف طفل سنويا حسب إحصائيات وزارة التربية.
- تزايد ظاهرة تشغيل الأطفال إذ يقدر عددهم بحوالي 30.000 طفل أي ما يقارب 2% من إجمالي عدد الأطفال في تونس.

ftdes-droits-eco-soc-cult (2).indd 36 09/11/2017 15:17:48

ورغم الجهود المبذولة من قبل وزارة الشؤون الاجتماعية عبر مختلف برامجها المتعلقة بالمساعدة الاجتماعية، والتي تمكن العائلات الفقيرة والمعوزة من الحصول على دخل أدنى وتغطية صحية مجانية في قطاع الصحة العمومية، فإننا نلاحظ الكثير من الثغرات في هذه البرامج التي تعجز عن تغطية كل العائلات المصنفة فقيرة أو معوزة، إذ تؤكد الإحصائيات أن حوالي 22% من العائلات التونسية لا تتمتع بأي تغطية اجتماعية في المجال الصحي. ويضاف إلى ذلك التدهور النوعي للخدمات المقدمة من قبل الصناديق الاجتماعية الثلاثة بسبب تفاقم عجزها الهيكلي إلى جانب تردي الخدمات الصحية العمومية بسبب النقص في التجهيزات والمعدات والأدوية والإطار الطبي وشبه الطبي وتتفاقم الوضعية أكثر في المناطق المهمشة التي تفتقر إلى الكثير من الخدمات الاجتماعية والصحية.

وتعاني الصناديق الاجتماعية الثلاثة من عجز كبير يتفاقم عبر السنوات خاصة بالنسبة لمنظومة التقاعد. وقد بلغ هذا العجز 791 مليون دينار في 2016 وينتظر أن يبلغ في حدود 1080 مليون دينار سنة 2017 وقد بلغت مستحقات "الكنام" الصندوق الوطني للتأمين على المرض لدى الـ**"CNSS"**والـ**"CNRPS"** حوالي 1949 مليون دينار في موفى .2016 وقد أصبح هذا العجز يهدد وجود هذه الصناديق ومن ورائها منظومة الضمان الاجتماعي برمتها، نتيجة الخلل بين حجم المنخرطين وحجم المتقاعدين، ونتيجة سوء التصرف في موارد الصناديق، وبسبب ارتفاع مؤشر العمر، وخاصة نتيجة تراجع سياسات التشغيل في ظل المنوال التنموي الحالي. وتسعى الحكومات إلى إيجاد حلول لهذه المعضلة عبر الاستجابة للإملاءات التي تفرضها المؤسسات المالية الدولية فيما يتعلق بإصلاح منظومة التغطية الاجتماعية وذلك بالترفيع في سن التقاعد من 60 إلى 62 سنة والترفيع في نسبة الاقتطاع لفائدة الصناديق الاجتماعية والتخفيض في حجم منحة التقاعد، وهذا يعني أن الحلول التي تعمل الحكومات على تنفيذها، ستقوم بتأجيل أزمة الصناديق دون أن تمكن فعليا من حلول جذرية، والتي تبقى مرتبطة أساسا بتغيير السياسات الاقتصادية في إطار منوال تنموي جديد يستجيب لمطالب الشعب التونسي في التقدم والرقي وتحقيق تنمية مستدامة.

ftdes-droits-eco-soc-cult (2).indd 35 09/11/2017 15:17:49

التعسفي منذ الثورة إذ تشير بعض التقارير إلى أن قطاع النسيج مثلا سرح أكثر من 40.000 عامل منذ 2011 جلهم أطردوا بشكل تعسفي.

وفي هذا الإطار يوصي المنتدى بـــ:

- ضرورة المراجعة الدورية للأجر الأدنى المضمون بما يضمن تأمينه للحاجيات الأساسية للمواطن من غذاء وصحة وسكن وتعليم ونقل وطاقة وغيرها
- تطبيق المعايير الدولية بما يضمن توفير شروط الصحة والسلامة المهنية في مناطق العمل للحد من الانتهاكات المسجلة في هذا المجال.
- المصادقة على جميع الاتفاقيات الخاصة بمنظمة العمل الدولية مع العمل على برنامج وطني حول الصحة والسلامة المهنية تشارك فيه كل الأطراف بهدف الحد من حوادث الشغل والأمراض المهنية.

العمل على تفعيل صندوق التأمين على فقدان مواطن الشغل الذي نص عليه العقد الاجتماعي الذي وقعته مختلف الأطراف في جانفي 2013.

الحق في التغطية الاجتماعية

تشير المادة 38 من الدستور أن الدولة تكفل الحق في التغطية الاجتماعية طبق القانون. كما أن الاتفاقيات الدولية المختلفة تنص وتؤكد على هذا الحق إضافة إلى توصيات منظمة العمل الدولية. ومع ذلك فإن نسبة هامة من سكان البلاد التونسية ما زالت محرومة من هذا الحق بما في ذلك الذين يعملون في القطاع غير المنظم أو الذين يعملون في القطاع المنظم والذين ما انفكت حقوقهم في هذا المجال تنتهك بسبب تعمد أرباب العمل إلى عدم التصريح بهم لدى مصالح الضمان الاجتماعي أو بالنسبة لعملة الحضائر الذين تشغلهم الدولة خارج الأطر القانونية والذين يقدر عددهم بحوالي 60000 وهم محرومون من التغطية الاجتماعية القانونية.

تؤكد الإحصائيات اليوم أن من بين الأربعة ملايين الذين يشتغلون هنالك 37% يعملون في القطاع غير المنظم وإذا أضفنا لهم العاطلون عن العمل والذين يمثلون 15,5% فإن هذا يعني أن أكثر من نصف اليد العاملة النشيطة لا تتمتع بالتغطية الاجتماعية.

ftdes-droits-eco-soc-cult (2).indd 34 09/11/2017 15:17:49

يسجل المجتمع المدني النقص الكبير المسجل في أماكن العمل فيما يتعلق بتوفير ظروف الصحة والسلامة المهنية للعمال وتكرر حوادث الشغل القاتلة خاصة في القطاعات غير المهيكلة مثل قطاع البناء وقطاع الفلاحة والصناعات الكيميائية وغيرها. كما نشير إلى التدهور الكبير في ظروف العمل في العديد من المؤسسات الصغرى والمتوسطة مما يتسبب في تفاقم أمراض الشغل. كما أن السلطات تواصل سياسة غض النظر عن هذه الظروف بتقديم إحصائيات مغلوطة ناجمة عن اعتماد شروط محددة لاحتساب الأمراض المهنية. ووفق هذه الشروط لا يتم الاحتساب والاعتراف بالعديد من الأمراض المرتبطة بطبيعة العمل كما هو الشأن في قطاع النسيج والملابس الجاهزة. كما نشير إلى محدودية تغطية اليد العاملة في مجال طب الشغل فالكثير من المؤسسات الصغرى والمتوسطة غير منخرطة في مجال سلك التفقد الطبي للشغل إضافة إلى محدودية هذا الجهاز نتيجة نقص الإطارات والتجهيزات.

الطرد التعسفي

منذ وقع سن مجلة الشغل الجديدة في التسعينات والبلاد التونسيّة تعيش على وقع وضع غير طبيعي فيما يتعلّق باحترام الحقوق الاقتصادية والاجتماعية للطبقة الشّغيلة خاصة عند «الغلق الفجئي للمؤسّسة» على غير الصيغ القانونية التي نص عليها الفصل 21 من مجلّة الشغل. ورغم أنّ النّصوص التّشريعيّة المتوفّرة تمكّن الأطراف المتنازعة على حقوقها التي نصّت عليها المجلّة والاتّفاقيّات المشتركة عند حدوث هذه الوضعيّة من الالتجاء إلى المحاكم بعد استيفاء كلّ الإجراءات القانونيّة المتعلّقة بالغلق الفجئي، ورغم أنّ المشرّع راعى خصوصيّة الوضع المادي للطّبقة الشّغيلة حيث مكّنها من الإعفاء من كلّ المستلزمات الماديّة المرتبطة بإجراءات التّقاضي من أجل الحصول على كلّ المستحقّات القانونيّة التي نصّت عليها التشريعات القانونيّة، في إطار التّعويض عن إيقاف العلاقة الشّغليّة من قبل المؤجّر دون سابق إعلام وبطريقة تعسّفيّة، فإنّ الواقع يؤكّد فشل المنظومة القانونيّة في حماية حقوق العمال. فعادة ما تصدر المحاكم الشّغليّة أحكاما لفائدة العمّال المطرودين تنصّص على المستحقّات والغرامات التي يجب على الشّركة تسديدها لفائدة خصومها، ومن هنا تبدأ معضلة التّنفيذ حيث أنّ المؤسّسة المعنيّة عادة ما تكون قد تبخّرت ولم يعد لها وجود يذكر، بل في أغلب الأحيان لا تخلّف مكاسب يمكن التّصرّف فيها لتسديد مستحقّات العمّال، وقد راح ضحية هذه الوضعية الآلاف من العمال الذين يملكون أحكاما غير منفذة. وقد استفحل داء الطرد

ftdes-droits-eco-soc-cult (2).indd 33 09/11/2017 15:17:49

العمل الإضافية حوالي 60% في بعض القطاعات مثل صناعة النسيج وقطاع الفلاحة والقطاعات غير المهيكلة. ويعكس ذلك الانتهاكات الكبيرة المسجلة في حق العمال في هذا المجال، حيث يجبرون على القيام بها، وفي كثير من الأحيان لا يتم احتسابها مثل ما هو الشأن في قطاع النسيج والفلاحة. وعلى الأجهزة المكلفة بالمراقبة تكثيف جهودها مع القيام بحملات توعوية للتصدي للانتهاكات في هذا المجال.

التوفيق بين الحياة المهنية والحياة الأسرية:

ما زالت القوانين في هذا المجال تميز بين القطاعين العام والخاص فيما يتعلق بتفعيل قانون الأمومة أو عطلة الولادة وفترة الرضاعة. ونلاحظ تمييزا فيما يتعلق بالتمتع بقانون الأمومة والإحالة على التقاعد المبكر بين النساء اللاتي أنجبن 3 أطفال والنساء اللاتي أنجبن أقل من 3 أطفال أو لم تنجبن حيث يحرمهن القانون من الولوج إلى التقاعد المبكر خاصة في حالة الطرد التعسفي الناجم عن الغلق الفجئي للمؤسسات. لذلك فإن المجتمع المدني يقترح سن تشريع جديد يهم المرأة العاملة يمكنها من الولوج إلى التقاعد المبكر، ضمن شروط معينة، لحماية خاصة النساء العاملات اللاتي تعرضن إلى الطرد التعسفي الناجم عن الغلق الفجئي للمؤسسات، واللاتي عادة ما تكن في وضعية اجتماعية هشة.

المساواة في الأجر بين الرجل والمرأة

يعبر المجتمع المدني عن بالغ انشغاله بتواصل الانتهاكات والتمييز ضد المرأة فيما يتعلق بالمساواة في الأجور بين الرجل والمرأة في نفس العمل، والذي سجل خاصة في قطاع الفلاحة، إذ لا يتجاوز أجر المرأة العاملة في هذا القطاع نصف ما يتقاضاه الرجل. كما نسجل التمييز في العديد من القطاعات غير المهيكلة في ظل غياب الرقابة والأطر القانونية وضعف إجراءات المراقبة للحد من هذه الظاهرة، التي استفحلت خاصة مع اعتماد آليات التشغيل الهش والمناولة باليد العاملة. وعليه فإن السلطات مطالبة بضرورة تكثيف المراقبة والتصدي لهذه الظواهر عبر تفعيل القانون وسن التشريعات الضرورية لمحاربة هذه الظواهر وفقا لالتزاماتها المعلنة في الدستور وضمن مختلف الاتفاقيات والعهود الدولية للحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية وحقوق الإنسان عموما.

الظروف الصحية والآمنة في مكان العمل

ftdes-droits-eco-soc-cult (2).indd 32 09/11/2017 15:17:49

أما فيما يتعلق بملف آليات العمل الهش فإن نظام الأجر الأدنى غير مطبق إلى اليوم بالنسبة للكثير من الشرائح العاملة ضمن هذا الإطار في القطاع العام، مثل عمال الحضائر الجهوية، والبالغ عددهم أكثر من 41 ألف عامل، والذين يتقاضون منحة تقدر بـ 350 دينار شهريا، أو في القطاع الخاص الذين يشتغلون في إطار المناولة ويتقاضون أجورا متدنية جدا تتراوح بين 120د و220 د شهريا. وبناء عليه فإننا نقترح تعديل المنهجية الحالية المعتمدة في تحديد الأجر الأدنى وذلك بإدماج المتغيرات الجديدة التي طرأت على تركيبة الاستهلاك العائلي، واعتماد مفهوم الأجر الحيوي، الذي له مقاربة حقوقية أكثر ملاءمة مع ما نص عليه الدستور وكل المواثيق والعهود الدولية المتعلقة بالحقوق الاقتصادية والاجتماعية، وذلك بهدف تحسين دخل الفئات الأكثر هشاشة.

ضمان ظروف العمل اللائقة لجميع العمال

يعبر المجتمع المدني عن قلقه في ظل تزايد الانتهاكات المسجلة في حق العمال خاصة تلك المرتبطة بظروف العمل في المؤسسات الصغرى والمتوسطة حيث يصعب مراقبتها من قبل الأجهزة المكلفة بالمراقبة. ويتم ذلك خاصة فيما يتعلق بفضاء العمل، حيث نسجل نقصا كبيرا في تجهيزات السلامة المهنية، وعدم ملاءمة فضاء العمل مع طبيعة النشاط، إلى جانب نقص كبير للفضاءات الخصوصية، مثل قاعات التمريض والفضاء الصحي والنظافة والاستحمام وقاعات الأكل وتجهيزات حفظ المأكولات وقاعات الرضاعة بالنسبة للأم المرضعة، وعدم ملائمة تجهيزات العمل لقواعد الصحة والسلامة المهنية. لذلك نقترح تكثيف الرقابة بتدعيم عدد الإطارات المكلفة بالمراقبة ودعم تكوين المراقبين في مجال ظروف العمل اللائقة.

كما نسجل نقصا كبيرا في توفير ظروف العمل الملائمة لذوي الحاجيات الخصوصية خاصة في القطاع الخاص، وهو ما يلزم الدولة بضرورة التدخل العاجل، من أجل دفع المؤسسات الخاصة على احترام هذه الشريحة وتوفير التجهيزات والممرات الملائمة لوضعياتها الصحية.

ساعات العمل الإضافية

إن التطبيق القانوني لما جاءت به التشريعات، فيما يتعلق بساعات العمل الإضافية خاصة في القطاع الخاص مازال محدودا، إذ تمثل النزاعات المتعلقة بالأجور وساعات

ftdes-droits-eco-soc-cult (2).indd 31 09/11/2017 15:17:49

الأوروبي سنة 1995. وفي هذا المجال يوصي المنتدى بضرورة :

- انخراط الحكومة في التفكير الجدي حول البديل التنموي المنشود، والاختيارات الاستراتيجية الضرورية، التي تسمح بإقامة البديل والاصلاحات الجوهرية، التي يجب اعتمادها في مختلف الميادين والملفات، لتكريس البديل القادر على توسيع وضمان الحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية والبيئية للمجتمع التونسي.
- الرفع من الانتاجية عبر الزيادة من نسبة استعمال طاقة الانتاج المادية والبشرية المتوفرة.
- الحرص على النهوض بالعلاقات المهنية والاجتماعية لتوفير شروط إعادة الاعتبار للعمل كقيمة، والحفاظ على المؤسسات والرفع من انتاجيتها وتنافسيتها.
- الحرص على تنشيط الطلب الداخلي قصد التمكن من تحقيق نسق النمو المرجو.
- التخلي عن مبدأ حياد الدولة الذي يميز المنوال الحالي الذي أثبت قصوره في معالجة مشكل التشغيل، وذلك عبر تبني سياسات قطاعية واضحة في المجال الصناعي والفلاحي والخدمات، وعبر خلق علاقات جديدة بين القطاعين العام والخاص قائمة على منطق تعاقدي وتشاركي مرن، وعلى ارتباطات وثيقة بين منظومة الانتاج ومنظومة التكوين والبحث.

المادة 7 : الحق في التمتع بشروط عمل عادلة ومرضيّة

الحد الوطني للأجور، فيما يتعلق بطريقة ومنهجية تحديد الأجر الأدنى، يلاحظ المنتدى أن المنهجية المعتمدة في ذلك، لا تراعي المتغيرات التي طرأت على تركيبة استهلاك العائلة التونسية. كما أن المؤشرات المعتمدة في تحديد الأجر الأدنى، لا تعكس حقيقة الواقع، فيما يتعلق بالارتفاع المشط للأسعار والانهيار المستمر للدينار التونسي. وإذا اعتمدنا تطور مؤشر الأسعار فإن المقدرة الشرائية للعائلة التونسية قد تراجعت بنسق سريع خاصة بالنسبة للفئات الهشة والمتوسطة.

كما نشير إلى صعوبات تطبيق الأجر الأدنى الفلاحي، إذ مازالت إلى اليوم المرأة العاملة في الفلاحة تتحصل على نصف الأجر الذي يتحصل عليه الرجل، وهو ما يطرح قضية التمييز ضد المرأة العاملة في قطاع الفلاحة.

ftdes-droits-eco-soc-cult (2).indd 30 09/11/2017 15:17:49

الحق في العمل

يعكس تقاعس الحكومات المتعاقبة وغياب استراتيجية واضحة لمكافحة ظاهرة البطالة الفشل الذريع الذي ميّز سياسات الحكومات التي تعاقبت على السلطة بعد 2011 في مجال ضمان الحق في العمل خاصة في ظل تمسكها بنفس الخيارات في إطار منوال تنموي جائر وغير عادل. وعلى الرغم من الجهود التي اتخذت طيلة عقود متتالية، فيما يعرف بدعم تشغيل الشباب، فإن نسب البطالة مازالت تسجل أرقاما مرتفعة، إذ بلغ عدد العاطلين عن العمل حسب المسح الوطني للسكان والتشغيل أكثر من 650.000 عاطل، ما يجعل نسب البطالة تفوق 15.5% سنة 2016. وقد بلغ عدد العاطلين من أصحاب الشهائد في نفس الفترة أكثر من 250.000 عاطل بنسبة بطالة بلغت أكثر من 31% . وتكون هذه النسبة لدى الإناث 42% أي ضعف ما نسجله لدى الذكور من أصحاب الشهائد بـ20,7 %.

ما يلاحظ أن البطالة أصبحت ظاهرة هيكلية، فقد حافظت نسب البطالة على مستويات عالية منذ الاستقلال بمعدل سنوي بلغ حوالي 13 %، وعلى الحكومة أن تتخذ الإجراءات الكفيلة بالحد من هذه الظاهرة، في إطار استراتيجية واضحة تقطع مع السياسات السابقة في هذا المجال، وتسرع باتخاذ كل التشريعات الضرورية للحد من البطالة، وضمان حق الشغل، في إطار سياسات تنموية جديدة تقطع مع المنوال التنموي الحالي، الذي فشل فشلا ذريعا في إيجاد الحلول لمعضلة البطالة، وتراعي الخصوصيات الهيكلية لمشكلة البطالة، ومن أهمها عدم وجود استراتيجيات متماسكة وفعالة في مجال التشغيل، ضعف وهشاشة النسيج الاقتصادي وضعف قدرته على التشغيل، عدم ملاءمة نظام التعليم مع متطلبات الاقتصاد الوطني وحاجيات سوق الشغل، التمسك بمنوال تنموي قائم على استراتيجية ضعف الأجور، وهو ما يحول دون القدرة على انتداب أصحاب الشهائد الجامعية. ويضاف إلى هذا الوضع انخراط الحكومة في التفاوض حول اتفاقية التبادل الحر الشامل والمعمق مع الاتحاد الأوروبي، والتي تمثل تهديدا حقيقيا للحق في العمل، لأنها ستفرض منافسة غير متكافئة على قطاعين رئيسيين يتميزان بالهشاشة، هما الفلاحة والخدمات، وهو ما سيؤدي حسب عديد التقارير إلى إفلاس وغلق الغالبيّة العظمى من المؤسسات العاملة في القطاعين نظرا لضعف قدرتها على المنافسة. وسيكون ذلك على حساب مواطن الشغل مثل ما حصل لقطاع الصناعة إبان توقيع اتفاقية الشراكة مع الاتحاد

ftdes-droits-eco-soc-cult (2).indd 29 09/11/2017 15:17:49

- في مجال الولوج إلى الثروة، مازالت العديد من القوانين تكبل المرأة وتحرمها من حقها في التوزيع العادل للثروة. وهذه القوانين تتضارب مع ما جاء بالدستور الجديد وما نصت عليه مجمل الوثائق والعهود الدولية التي صادقت عليها البلاد التونسية، مثل قانون الإرث، الذي يكرس التمييز ضد المرأة، ويحرمها من المساواة في الثروة، ويوفر الأرضية الملائمة لتأنيث الفقر، ويحد من فرص ارتقائها ماديا واقتصاديا. وهذه التشريعات تتضارب مع الواقع الحالي الذي يؤكد أن المرأة أصبحت عنصرا فاعلا في النشاط الاقتصادي وفي إنتاج الثروة وفي الدخل العائلي.
- في مجال العنف المسلط على المرأة، مازالت آليات الوقاية من العنف على المرأة محدودة، وفي أغلب الأحيان، غير مفعلة. فرغم المصادقة على القانون الخاص بمكافحة كل أشكال العنف ضد المرأة، فإن العنف مازال يعتبر ظاهرة خطيرة منتشرة في المجتمع، وهو يتخذ أشكال عديدة مثل العنف الجنسي والعنف المادي والمعنوي والعنف الاقتصادي، الذي يتحول في أغلب الأحيان، إلى ظواهر اجتماعية منتشرة ومقننة عبر العديد من التشريعات مثل مجلة الشغل، التي تكرس مبدأ المرونة في العمل، والتي تعتبر النساء أكثر شريحة اجتماعية متضررة منها، خاصة في قطاعات العمل الهشة، مثل الفلاحة وصناعة النسيج وغيرها، حيث تعاني النساء من ظاهرة الطرد التعسفي دون أن يتمكن من الحصول على حقوقهن. كما أنهن أكثر عرضة لهشاشة العمل.

لذلك يوصي المنتدى التونسي للحقوق الاقتصادية والاجتماعية بـــ:

- الإسراع بتحويل مبادرة رئاسة الجمهورية فيما يتعلق بالمساواة في الإرث إلى إطار تشريعي يكرس مبدأ المساواة في هذا المجال.
- وضع الآليات والتشريعات الكفيلة بأن تأخذ بعين الاعتبار التمييز الايجابي لفائدة المرأة في مجال الشغل.
- ملاءمة التشريعات مع ما نص عليه الدستور في الفصل 20.
- العمل على تفعيل القانون الخاص بمناهضة العنف المسلط على النساء الذي يعتبر مكسبا هاما.

ftdes-droits-eco-soc-cult (2).indd 28 09/11/2017 15:17:49

القطاع الخاص لتوفير مواطن الشغل خاصة في المناطق المهمشة التي لا يحبذ الخواص الاستثمار فيها.

- مقاومة البطالة عبر تبني سياسات تنمية حقيقية مستدامة تأخذ بعين الاعتبار الفوارق بين الجهات والأوساط والقطاعات.
- مراعاة الفوارق بين الجنسين في المجال الاقتصادي ووضع برامج خاصة لفائدة النساء تأخذ بعين الاعتبار التمييز والعنف الاقتصادي المسلطين على المرأة.

المساواة بين المرأة والرجل

مازالت المرأة تعاني من العديد من أشكال التمييز واللاّمساواة والعنف رغم التقدم الحاصل في التشريعات وهو ما يتضارب مع ما نص عليه دستور 2014. ولا زلنا نسجل الكثير من العقبات، أمام المرأة، تحول دون قدرتها على الولوج إلى سوق الشغل والثروة، تحت تأثير العديد من الآليات التي تكرس التمييز على المرأة. كذلك الشأن بالنسبة لمراكز القرار التي تبقى حكرا على الرجال. كما أن العنف المسلط على النساء بلغ مستويات حادة جدا وأصبح يؤثر بشكل مباشر على وضع المرأة ودورها في الاقتصاد والمجتمع.

- في مجال الشغل فإن نسبة النساء المشتغلات مازالت بعيدة بـ 28.1%عن مستوى الرجال بـ 72%. فالبطالة لدى النساء هي ضعف ما نسجله لدى الرجال 22.4% مقابل 11.3%. نسبة البطالة في صفوف حاملي الشهائد تبلغ حوالي 30% وهي لدى النساء ضعف ما نسجله لدى الذكور 43% مقابل 22%. وقد تفوق 50% لدى الإناث في بعض المناطق الداخلية. تتعرض النساء إلى العديد من الحواجز الثقافية التي تحول دون قدرتهن على الولوج إلى سوق الشغل. فالمرأة تخصص 4 دقائق في اليوم للبحث عن شغل مقابل 38 دقيقة للرجل بسبب التزاماتها في شؤون المنزل.
- الوضعية تزداد سوء بالنسبة للنساء الريفيات العاملات في الفلاحة اللاتي يتعرضن إلى التمييز في الأجور ويتعرضن إلى سوء المعاملة والعنف الاقتصادي إلى جانب عدم تمتعهن بالتغطية الاجتماعية وتجبرن على التنقل في ظروف كارثية في الشاحنات والجرارات دون أدنى حماية ويتعرضن إلى حوادث قاتلة.

ftdes-droits-eco-soc-cult (2).indd 27 09/11/2017 15:17:49

الحضري، وذلك تحت تأثير السياسات الاقتصادية الخاطئة في مختلف القطاعات، في ظل منوال تنموي جائر وإقصائي، يكرس تهميش المناطق الأقل حظا، ويقلل من الفرص الاقتصادية لهذه المناطق، وهو ما يحول، دون إمكانية تحقيق توزيع عادل للثروة. مازالت المناطق المهمشة في البلاد عنوان بارز لأهم التحركات الاجتماعية المدافعة عن حقها في الشغل والتنمية الاقتصادية العادلة. وإلى جانب الفوارق الإقليمية والجهوية، نجد أيضا فوارق في مستويات التنمية داخل الأقاليم نفسها، بين المدن الكبرى والمدن الصغرى والمتوسطة، وداخل الوسط الحضري نفسه بين الأحياء الراقية والمترفهة، التي تتوفر بها كل الخدمات الحضرية، والأحياء الشعبية، التي تتكدس بها الأوساخ وتنعدم فيها المرافق وتستفحل فيها الآفات الاجتماعية من بطالة وفقر وعنف وإدمان وغيرها، تحت تأثير المنوال التنموي الإقصائي السائد. تتأكد الفوارق بين الجهات والأقاليم عبر العديد من المؤشرات، فنسب الفقر مثلا، تكون أعلى من المعدل الوطني في الشمال الغربي والوسط والجنوب الغربي مقابل نسب أقل من المعدل الوطني على طول الشريط الساحلي. كما أن نسب البطالة تصل إلى مستويات قياسية في المناطق الداخلية، بأكثر من 40 % في ولاية تطاوين، وأكثر من 30 %في سيدي بوزيد، و29 % في قفصة، و26 % في القصرين. مقابل نسب أقل من المعدل الوطني (15.3 %) في أغلب الولايات الساحلية. هذه النسب تزداد حدة بالنسبة للعاطلين من أصحاب الشهائد حيث نجد مستويات قياسية، خاصة في المناطق الداخلية.

كما أن حجم الاستثمار وتوزيعه يعكس هذه الفوارق بين المناطق والجهات. فأكثر من 80 % من الاستثمارات تتجه نحو المناطق الساحلية، خاصة في الشمال والوسط الشرقي. في المقابل نصيب المناطق الداخلية، من إجمالي الاستثمار، يقل عن 20 % وهو ما يفسر تواصل ارتفاع نسب البطالة والفقر والإقصاء الاقتصادي والاجتماعي في هذه المناطق.

لذلك يوصي المنتدى التونسي للحقوق الاقتصادية والاجتماعية بـــ:

- العمل على تطبيق مبدأ التمييز الإيجابي الذي نص عليه الدستور لفائدة المناطق المهمشة في كل أنحاء البلاد سواء كانت أقاليم أو ولايات أو وسط حضري أو وسط ريفي.
- ضرورة أن تتبنى الدولة دورا تعديليّا في الاستثمار الاقتصادي المنتج إلى جانب

ftdes-droits-eco-soc-cult (2).indd 26 09/11/2017 15:17:49

- مازالت الحكومات تتمسك، في إطار سياساتها الجبائية، بقوانين العفو الجبائي بهدف حث المتهربين على تسوية متخلدات جبايتهم، بمنحهم إعفاءات، والذي لم تستفد منه ميزانية الدولة، رغم تعدد القوانين، الخاصة بالعفو الجبائي، منذ عشرات السنين، بل أصبح العفو، مجالا للتشجيع على التهرب الجبائي نظرا لتكرر قرارات العفو منذ فترات طويلة، دون أن يؤدي ذلك إلى تحقيق أهدافه المعلنة بتعبئة الموارد الجبائية لفائدة خزينة الدولة.

لذلك فإن المنتدى التونسي للحقوق الاقتصادية والاجتماعية يؤكد على:

- إيقاف العمل بنظام الامتيازات الجبائية الحالي، نظرا لضعف مردوديته، وتعويضه بنظام جديد، في إطار سياسات قطاعية تقوم على علاقات تعاقدية تضمن الحصول على الامتيازات مقابل الالتزام بتحقيق أهداف يقع الاتفاق عليها (تشغيل، استثمار...)
- تبسيط النصوص الجبائية وتجميعها صلب مجلة موحدة.
- ضرورة القيام بإصلاح جبائي حقيقي بما يتماشى مع ما جاء به دستور جانفي 2014 والمواثيق والعهود الدولية لتحقيق العدالة الجبائية.
- ضرورة الحد من قرارات العفو الجبائي، وتفعيل القوانين، والتشريعات، للتصدي للتهرب الجبائي، وتمكين الهياكل المشرفة على ذلك من كل الإمكانيات من موارد بشرية وتقنية للقيام بذلك.
- العمل على إدماج القطاع غير المنظم في الدورة الاقتصادية المنظمة.
- تحسين مردودية الجباية المحلية بمنح الجماعات المحلية صلاحيات جديدة في إطار إعادة توزيع السلطة ودعم الديمقراطية المحلية.

مبدأ اللاّتمييز

رغم أن الدستور التونسي، في فصله 21، يضمن المساواة التامة بين المواطنين أمام القانون، فإن التمييز بين المناطق والشرائح الاجتماعية فيما يتعلق بالحقوق الاقتصادية والاجتماعية ما زال سائدا بعد الثورة. فالفوارق بين الجهات الداخلية والجهات الساحلية مازالت هامة، وكذلك الشأن بين الوسط الريفي والوسط

ftdes-droits-eco-soc-cult (2).indd 25 09/11/2017 15:17:49

أدى إلى سلعنة العديد من الخدمات الاجتماعية كليا أو جزئيا، وذلك عبر الإلغاء التدريجي لسياسة دعم أسعار المواد الأساسية، أو من خلال، تحميل الأسر نسبا متصاعدة من كلفة العديد من الخدمات مثل الصحة والتعليم والتكوين وغيرها، في إطار اقتصادي، يتميز بالاعتماد على التصدير والطلب الخارجي لتحقيق النمو، وتحويل التشغيل والأجور إلى متغيرات تعديلية للدورة الاقتصادية. كما فقدت الجباية دورها في إعادة توزيع المداخيل، مما أدى إلى تغير توزيع الأعباء الجبائية لفائدة القطاع الخاص، وتغير توزيع النفقات العمومية على حساب الفئات المتوسطة والضعيفة.

- الافراط في التسهيلات والامتيازات والاعفاء، لفائدة القطاع الخاص الذي يحظى بالعديد من الامتيازات المالية والجبائية، التي نصت عليها مجلة التشجيع على الاستثمارات، وهي تشمل التخفيضات الجبائية والاعفاءات المؤقتة والمنح والإعانات وتنفيل الفوائد على القروض والإعفاء من تسديد المساهمات الاجتماعية. وقد حولت هذه الامتيازات نظام الحق العام الجبائي إلى نظام استثنائي. وهي تعني، بالضرورة، تخلي الدولة عن موارد جبائية هامة لتحقيق أهداف اقتصادية أخرى مثل الرفع في الاستثمار والتشغيل والتصدير.

- التهرب الجبائي، الذي يمثل أحد أهم خصائص النظام الجبائي في تونس، ويعود أساسا، إلى أسباب مرتبطة بالتشريع الجبائي وبالهياكل الاقتصادية وبضعف الهياكل الجبائية وغياب الحس المدني ودولة القانون والمؤسسات. فالتشريع الجبائي يتسم بالتشعب والتضارب بين الأهداف، مما يفتح الباب أمام التأويل والرشوة والفساد، وهو أيضا متعدد، مما يدفع إلى التشجيع على تفضيل نظام الأشخاص الطبيعيين على حساب نظام الشركات الخفية الاسم أو الشركات ذات المسؤولية المحدودة، وتفضيل النظام التقديري على حساب النظام الحقيقي. أما الإدارة الجبائية، فتتميز بالضعف، على مستوى الموارد البشرية والموارد المادية، الذي ينعكس على العمل الميداني. وتشير بعض التقديرات أن حجم التهرب الجبائي يكلف الدولة موارد ضخمة قد تصل إلى أكثر من نصف ميزانيتها.

- النظام الجبائي، هو غير مجدي، نظرا لاعتماده على النظام التقديري، وهو غير فاعل، بسبب عجزه عن التصدي للتهرب الجبائي.

ftdes-droits-eco-soc-cult (2).indd 24 09/11/2017 15:17:49

الإعمال التدريجي

السياسات الجبائية

مازالت العدالة الجبائية مطلب بعيد المنال رغم أن كل الحكومات، التي تعاقبت على السلطة بعد 2011، كانت تعلن، أن هدفها، هو مراجعة السياسة الجبائية لتحقيق العدالة بين مختلف الأطراف. فأرقام الموارد المالية لميزانية الدولة، تكشف بوضوح الاعتماد المكثف على الموارد الخارجية، خاصة الدين، والتي ما انفك نصيبها يرتفع، مقابل تراجع مستمر للموارد الذاتية، وهو ما يعكس الفشل الكبير للسياسة الجبائية التي تنتهجها الدولة، وعجزها عن توفير الموارد الضرورية، في إطار من العدالة الاجتماعية، كما نص على ذلك الفصل العاشر من دستور 2014، والذي أكد، إلى جانب العدالة الجبائية على ضرورة مقاومة التهرب والغش الجبائيين وحسن التصرف في المال العام ومقاومة الفساد. وإجمالا، فإن النظام الجبائي التونسي يعاني من اختلالات عديدة لعل أهمها:

- الخلل في اقتسام العبء الجبائي بين دافعي الضرائب. فبينما يساهم الأجراء بـأكثر من 80 % من الضرائب المباشرة في حين أن كتلة الأجور لا تمثل إلاّ حوالي 40 % من الناتج الداخلي الخام. في المقابل فإن النظام التقديري الجبائي، لا يوفر إلى حوالي 3 % من الضرائب على الدخل وأقل من 0.5 % من مداخيل الجباية. وإجمالا، يساهم غير الأجراء بحوالي 18 % من مداخيل الضرائب المباشرة، مع العلم أن 80 % من هذه المساهمة توفرها شركات النفط وشركات الاتصال. فمثلا يبلغ متوسط الضرائب المباشرة لدى التجار والصناعيين، حوالي 125 دينارا للشخص الواحد في السنة وهو حوالي 3400 دينارا لدى المهن الحرة غير التجارية. ويبلغ معد الضريبة على الدخل عند الأجراء أكثر من 1400 دينار، مقابل حوالي 500 دينار كمعدل للضريبة على المرابيح غير التجارية، وحوالي 80 دينار كمعدل للضريبة على المرابيح في النظام التقديري. ويتسبب الضغط الجبائي المسلط على الأجراء في تراجع مستمر للأجر الصافي الذي أصبح يمثل حوالي 70 بالمائة من الأجر الخام.
- ارتفاع المساهمات الجبائية وتراجع الخدمات الاجتماعية، الذي يتسبب في الضغط الجبائي، مع تراجع دور الدولة في مجال إعادة توزيع المداخيل، مما

ftdes-droits-eco-soc-cult (2).indd 23 09/11/2017 15:17:49

الحكومة بالاعتماد على الإجراءات التقليدية في تعبئة الموارد المالية عبر زيادة العبء الجبائي على الأجراء ومؤسسات القطاع المنظم والترفيع في الجباية غير المباشرة من شأنه أن يزيد في تدهور القدرة الشرائية للطبقات الدنيا والمتوسطة وإضعاف القدرة التنافسية للمؤسسات في القطاع المنظم.

لذلك فإن المنتدى التونسي للحقوق الاقتصادية والاجتماعية، يؤكد على:

- ضرورة مراجعة السياسات الاقتصادية التي تتمسك بها الحكومات التي تعاقبت على السلطة بعد الثورة، والتي لا تتنزل إلا في إطار ترضية المؤسسات المالية الدولية على حساب الاستقلالية المالية الوطنية
- ضرورة مراجعة السياسات الحكومية بالحفاظ على استقلالية القرار فيما يتعلق بالإصلاحات التشريعية لملاءمتها مع ما ينص عليها الدستور والاتفاقيات الدولية وليس استجابة لإملاءات ورغبات الدوائر المالية الدولية.
- العمل على الحد من التعويل على التداين الخارجي الذي وصل إلى مستويات غير مسبوقة ودراسة البدائل التي يقترحها الخبراء للحد من التداين.
- التخلي عن سياسة البحث عن التوازنات المالية العاجلة وتبني سياسات تهدف لتحقيق التوازنات الاقتصادية الحقيقية عبر القيام بإصلاحات في إطار التأسيس لمنوال تنموي جديد يتماشى مع مصالح البلاد الوطنية ويستجيب لمطالب المجتمع في تحقيق الرقي والتقدم والعدالة الاجتماعية.
- العمل على التنسيق بين السياسة النقدية وسياسة الميزانية العمومية لتفادي الانعكاسات السلبية المتعددة على المالية العمومية والناتجة أساسا عن إملاءات المؤسسات المالية الدولية.
- العمل على تعبئة الموارد المالية الداخلية عبر مقاومة الفساد المالي والتهرب الضريبي وإدماج الاقتصاد غير المنظم.
- العمل على التدقيق في التداين العمومي لتحديد الديون الكريهة وفتح حوار جدي حول قضية التداين مع مختلف الأطراف الوطنية.

ftdes-droits-eco-soc-cult (2).indd 22 09/11/2017 15:17:49

الداخلي الخام في سبتمبر 2017، وبلغت خدمة الدين 4.8 مليار دينار في جويلية 2017، وأضحت نسبة الفائدة تمثل تقريبا ثلث خدمة الدين (ما يعادل 1.5 مليار دينار) في حين يقدر الدين بـ 3.3 مليار دينار.

وقد ارتفع حجم الدين العمومي، بين 2016 و2017، من 53.5 مليار دينار إلى 63.1 مليار دينار. ويمثل الدين الخارجي أكثر من ثلثي الدين العمومي، إذ تقدر قيمته بـ 43.8 مليار دينار (مقابل 34.4 مليار دينار سنة 2016). وهو يتكون من الديون متعددة الأطراف (47 %) والديون الثنائية (15 %) والسوق المالية الدولية (38 %). أما الدين الداخلي لتونس، والمقدر بـ 19.29 مليار دينار، فهو يتكون أساسا من سندات الخزينة القابلة للتنظير (61 %) وإيداعات الخزينة العامة للبلاد (31 %).

وقد بلغت الكلفة السنوية للدين حسب الوثيقة ذاتها، 4.6 % مع تسجيل اختلاف هام بين كلفة الدين الخارجي (3.1 %) وكلفة الدين الداخلي (7.4 %). وتضاعف الاقتراض العمومي مرتين حتى نهاية جويلية 2017، ليبلغ مستوى 7.1 مليار دينار (مقابل 3.5 مليار دينار موفى جويلية 2016).

وارتفع الاقتراض الخارجي إلى 6 مليار دينار والاقتراض الداخلي إلى حدود 1.1 مليار دينار. وللإشارة فان التوقعات، التي تم رسمها ضمن قانون المالية لسنة 2017، كانت تعول على تداين لا يتجاوز 63.7 بالمائة من الناتج الداخلي الخام.

ولا يخفى على أحد أن هذه الوضعية، تفاقم في عجز ميزانية الدولة وترهق الاقتصاد الوطني وتجعل من تونس بلدا مصدرا للأموال لفائدة دوائر الرأسمالية العالمية عبر التداين. كما تعمق من التبعية المالية، للأسواق المالية العالمية، وتدخلنا في دوامة المزيد من الاقتراض لتسديد الديون القديمة ولتعديل الموازين الخارجية. كما أن بلوغ التداين نسبة حوالي 70 %، من الناتج الداخلي الخام، سيخلف تداعيات كبيرة على توازنات المالية العمومية وسيجبر الحكومة على اتخاذ المزيد من الإجراءات القاسية، في إطار تنفيذ الإصلاحات المؤلمة، التي يطالب بها صندوق النقد الدولي، والتي ستدفع كلفتها أساسا الفئات المتوسطة والفقيرة، مثل ما هو مبين في مشروع قانون المالية لسنة 2018، الذي تضمن إجراءات تقشفية حادة ستساهم في إثقال كاهل المستهلكين، من الطبقات الضعيفة والوسطى والمؤسسات التابعة للقطاع المنظم، وستنعكس سلبيا على حقوق المواطنين الاقتصادية والاجتماعية. كما أن تمسك

ftdes-droits-eco-soc-cult (2).indd 21 09/11/2017 15:17:49

أكدت الحكومة التزامها بتنفيذ كل التوصيات التي نص عليها الصندوق حتى تتحصل على الجزء الثالث من القرض الذي منحه الصندوق العالمي لتونس والمقدر بحوالي 2.7 مليار دولار. وكما هو معلوم يندرج هذا القرض ضمن إطار «تسهيل الصندوق الممدد» وهو مشروط بضرورة تنفيذ « **اصلاحات اقتصادية** « يطالب بها الصندوق تهدف الى إجراء تغييرات هيكلية في الاقتصاد التونسي وتصفية القطاع العام ومن أهمها: (رسملة البنوك التونسية العمومية، تدعيم استقلالية البنك المركزي، الشراكة بين القطاعين العام والخاص، مراجعة منظومة الدعم، التحكم في كتلة الأجور ونفقات التسيير والتصرف العمومية، المصادقة على مجلة استثمار جديدة، إصلاح القطاع البنكي والمؤسسات المالية والمصادقة على مشروع إصلاح جبائي) وقد تم إلى حد الآن الاستجابة لأغلب الشروط التي أدت إلى تسخير الموارد الاقتصادية لفائدة القطاع الخاص وعمقت الأزمة الاقتصادية والاجتماعية وكرست استقالة الدولة وتخليها عن دورها الاقتصادي والاجتماعي خاصة تجاه الفئات الأكثر هشاشة.

وقد عملت مختلف الحكومات، التي تعاقبت على السلطة بعد الثورة، على التعجيل بتنفيذ هذه الإصلاحات لضمان الحصول على الموارد المالية الضرورية التي تحتاجها البلاد في ظل تراجع الموارد الداخلية بسبب تباطؤ النمو. وأحسن مثال على ذلك ما حصل مع مشروع قانون الشراكة بين القطاعين العام والخاص الذي وقع تمريره في ديسمبر 2015 أو كذلك الشأن بالنسبة لمجلة الاستثمار الجديدة التي وقع تمويل مشروع إصلاحها من قبل مؤسسة التمويل الدولية (IFC) التابعة لمجموعة البنك العالمي. مع العلم أن هذه المؤسسة تعتبر من أكبر المستثمرين الأجانب في تونس في قطاعات استراتيجية مثل القطاع المالي والصناعة الاستخراجية والنقل. ويفسر هذا الإصرار على تلبية شروط المؤسسات المالية بانخراط هذه الحكومات في مسارات العولمة المتوحشة وتمسكها بالحلول التقليدية الرامية إلى الحفاظ على التوازنات المالية الآنية على حساب التوازنات الاقتصادية الحقيقية الضرورية لإعادة التوازن المالي للاقتصاد الوطني، دون اعتبار لما يمكن أن يخلفه هذا التوجه من تداعيات خطيرة على مجمل الحقوق الاقتصادية والاجتماعية للفئات الضعيفة والمتوسطة.

إن التعويل على القروض الخارجية أدى إلى تفاقم المشكل وإغراق البلد في التداين الذي بلغ مستويات قياسية في شهر سبتمبر 2017 حسب نشريّة الدين العمومي التي تصدرها وزارة المالية التونسية، فقد بلغت نسبة التداين 66.9 % من الناتج

ftdes-droits-eco-soc-cult (2).indd 20 09/11/2017 15:17:50

تقرير الحقوق الاقتصادية والاجتماعية 2017

الأستاذ منير حسين
رئيس فرع المنستير لـلمنتدى التونسي للحقوق الاقتصادية والاجتماعية

حق الشعوب في التحكم في مقدراتها

يعكس الجدل القائم منذ 2012 حول مختلف القوانين المالية، التي عملت حكومات ما بعد الثورة إلى تسويقها، والتي لقيت انتقادات كبيرة باعتبارها صيغت وفق املاءات المؤسسات المالية الدولية وعلى حساب المصالح الوطنية واستقلالية القرار السيادي، مما يمس أحد المبادئ الأساسية التي قام عليها العهد الدولي للحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية، في المادة الأولى، وهي حق الشعوب في السيطرة على مواردها الوطنية وتعبئتها لضمان تحقيق مجمل الحقوق التي نص عليها العهد الدولي لفائدة مواطنيها. فالعلاقات غير المتكافئة التي تفرضها هذه المؤسسات عبر ربط التداين بشروط مجحفة، في إطار «الإصلاح الاقتصادي الهيكلي»، تحد من حق هذه البلدان في تحديد الأولويات والاستجابة لمطالب الشعوب المتعلقة بالحقوق الاقتصادية والاجتماعية. وهو ما يحصل للبلاد التونسية منذ الثمانينات في إطار ما يعرف بتطبيق برنامج الإصلاح الهيكلي منذ 1986، أو كل الإصلاحات التي انخرطت فيها الدولة بعد ذلك مثل إصلاح الصناديق الاجتماعية، إصلاح مجلة الشغل، إصلاح التعليم، برامج الخوصصة وغيرها. وبعد الثورة واصلت هذه المؤسسات ضغوطاتها، مستغلة الظروف المالية الصعبة التي تمر بها البلاد، لتفرض شروطا جديدة، تهدف إلى مواصلة نفس المنوال التنموي الجائر، وذلك عبر فرض جملة من الإصلاحات مثل إلغاء الدعم والشراكة بين القطاعين العام والخاص وتجميد الأجور والترفيع في الضرائب وإصلاح الصناديق الاجتماعية ونظام التقاعد وإصلاح مجلة الشغل للمزيد من المرونة وإصلاح التعليم وغيرها. وقد كشفت الرسالة التي وجهتها رئاسة الحكومة إلى صندوق النقد الدولي في 02 ماي 2016 طبيعة العلاقة القائمة بين الطرفين، فقد

ftdes-droits-eco-soc-cult (2).indd 19 09/11/2017 15:17:50

المرضى إلى الدفع بالمستشفيات العمومية،)»

7. خدمات المنشآت العمومية للرعاية الصحية لا تنال رضا المواطنين. حسب تحقيق المعهد الوطني للإحصاء لسنة 4102، 45% من المواطنين غير راضون عن الخدمات التي توفرها المنشآت العمومية للقطاع الصحي، بنسب متفاوتة جهويا تبلغ 97% بالجنوب الغربي و37% بالوسط الغربي. وتعود أسباب عدم توفر الأدوية لطول فترة الانتظار، لآجال الخضوع لعملية جراحية، لعدم توفر إطار طبي، لقلة الاهتمام بالمرضى ولكثرة المرضى بالغرفة الواحدة.

8. انتهاك حقوق الانسان بالمؤسسات الصحية. أكد المواطنون الذين شاركوا في الحوار المجتمعي حول الصحة على احساسهم بقلة الاحترام ومساس كرامتهم عند لجوئهم للقطاع العمومي للصحة: سوء الاستقبال، صعوبة النفاذ إلى المعلومات الهامة أو التمكن من حقوقهم خاصة في حال فشل العلاج أو حدوث مضاعفات، عدم احترام الخصوصية و عدم مراعاة السر الطبي. لا يحظى التكوين المتعلق بحقوق الإنسان في الميدان الصحي بالاهتمام اللازم ولم يغير التصرفات اليومية لإطارات و أعوان الصحة.

قامت هيئة الحقوق الاقتصادية، والاجتماعية والثقافية (CSEDOC) بدراسة التقرير الحكومي والتقرير البديل المقدم من المجتمع المدني في جنيف سنة 6102، وعلى اثر هاته الدراسة نشرت الهيئة في 7 أكتوبر 7102 «الملاحظات النهائية الخاصة بالتقرير المرحلي الثالث لتونس» وورد فيها: « قلق الهيئة حول صعوبة التمكن من الرعاية الصحية بالمناطق الريفية التي لا تتوفر بها الخدمات الطبية. كذلك، تأخذ الهيئة بعين الاعتبار الملاحظات المواطنية في ما يخص تفشي الفساد بالقطاع وتأثير ذلك على تمكن الأفراد من التمتع بالرعاية الصحية والصعوبات التي تواجهها الفئة الهشة من المجتمع في الحصول على الأدوية بأسعار في المتناول.» وتوصي الهيئة «بهدف مقاومة الفساد في منظومة الرعاية الصحية، بضرورة توعية المرضى بحقوقهم وارشادهم الى الخطوات التي عليهم اتباعها لتقديم الشكاوى في حال تعرضهم لعمليات فساد. « و أخيرا تذكر الهيئة «بمسؤولية الدولة في ضمان تمكن جميع الأفراد، دون تمييز، من الحصول على الأدوية بأسعار في المتناول.»

ftdes-droits-eco-soc-cult (2).indd 17 09/11/2017 15:17:50

ب1000/6.42 بالمناطق الريفية مقارنة ب1000/2.21 بالمناطق الحضرية (حسب تحقيق 4SCIM للمعهد الوطني للإحصاء - منظمة الأمم المتحدة للطفولة، 2102) و نسبة وفيات النساء عند الولادة بمناطق الشمال الغربي المرتفعة جدا مقارنة بمناطق الشمال الشرقي (1000/76 ولادة على قيد الحياة بالشمال الغربي مقارنة ب1000/9.72 بالشمال الشرقي)

3. منشآت الصحة الأساسية من مراكز صحة أساسية و مستشفيات محلية لم تشهد أي تطور منذ 51 سنة، على عكس ما ذكره تقرير الحكومة (الفقرة من 206 إلى 210).ذلك أن حصتها من نفقات الصحة العمومية ضعيفة ولم تتجاوز 62% في سنة 3102. أما البرامج الوطنية المتعلقة بالقطاع الصحي، ورغم أهميتها الاستراتيجية، فهي لم تتمتع الا ب1% من نفقات الصحة العمومية. الخطابات الرسمية لم تتجاوز طيلة الخمسة عشر سنوات الفارطة مرحلة الوعود حيث لم يتم اتخاذ قرارات ملموسة أو إجراءات ميدانية لدعم الصحة الأساسية.

4. الحصول على الخدمات الصحية دون صعوبات مادية ليس أمرا مضمونا: حسب التحقيق الذي قام به المعهد الوطني للإحصاء في سنة 2013 حول الاستهلاك العائلي فإن من ما يقارب 2مليون شخص (7,61% من السكان) لا يتمتعون بأي تغطية صحية و يجبرون في العديد من الحالات على التخلي عن العلاج لعدم توفر موارد مالية. كما أن نسبة النفقات المباشرة للعائلات من مجموع نفقات الصحة لا تزال مرتفعة إذ قدرت ب5.73% في سنة 2013 في حين تقدر المنظمة العالمية للصحة أنه لا يجب أن تتجاوز هذه النسبة 02% لتفادي المصاريف الكارثية للصحة التي يمكن أن تؤدي إلى الفقر.

5. الأدوية تتوفر بقلّة في المنشآت الصحية العمومية وهو ما يضطر المرضى لشرائها من الصيدليات الخاصة. يعود هذا العجز في توفير الأدوية الأساسية إلى النقص في تمويل المنشآت العمومية والى انتشار الفساد.

6. أكد المواطنون الذين شاركوا في الحوار المجتمعي حول الصحة على انتشار الفساد في القطاع ذاكرين أنه «يجب الدفع للتمتع بالخدمات الصحية»، «يوجه أعوان الصحة العمومية المرضى نحو القطاع الخاص»، «بيع الأدوية المجانية»، «تزوير وبيع الشهادات الطبية»، «يستغل الإطار الطبي التجهيزات العمومية للربح الخاص(يضطر

ftdes-droits-eco-soc-cult (2).indd 16 09/11/2017 15:17:50

الحق في الصحة كما ورد في العهد الدولي المتعلق بالحقوق الاقتصادية، والاجتماعية والثقافية

الدكتور المنصف بن الحاج يحيى
الجمعية التونسية للدفاع عن الحق في الصحة

يشير الفصل 21 من العهد الدولي للحقوق الاقتصادية، والاجتماعية والثقافية إلى أن «الدول الموقعة على العهد تعترف بحق جميع الأفراد في التمتع بأفضل حالة صحية جسدية أو عقلية يمكن بلوغها» كما تؤكد الفقرة الثانية من الفصل على «اتخاذ الدول الممضية للعهد إجراءات ومقاييس تضمن تكريس هذا الحق».

و في إطار متابعة تطبيق هذا العهد قدمت الحكومة التونسية في ماي 2015 تقريرا إلى هيئة الحقوق الاقتصادية، والاجتماعية والثقافية (CSEDOC) يغطي الفترة الممتدة من سنة 2000 إلى سنة 2104 إلا أن هذا التقرير تجاهل الصعوبات المتعددة التي يواجهها الشعب في الحصول على الرعاية الصحية.

و لإبراز هذه الصعوبات و تقديم مقترحات لتجاوزها، قدمت منظمات المجتمع المدني في أوت 2016 تقريرا بديلا وفّر التشخيص التالي:

1. خلّفت سياسة تخلي الدولة عن القطاعات الاجتماعية المتبعة منذ عقود تدهورا في الخدمات الصحية التي تقدمها المستشفيات العمومية ومراكز الصحة الأساسية كما عمّقت التفاوت الاجتماعي والجهوي في الحصول على هذه الخدمات. الحق في الصحة، الوارد في الفصل 83 من الدستور التونسي الجديد لم يقع تفعيله وتكريسه، بل إن الوضع في تدهور مستمر.

2. اللامساواة في خدمات القطاع الصحي بين المناطق الساحلية والمناطق الداخلية وبين مناطق الوسط الحضرية ومناطق الوسط الريفية تعتبر محور الصعوبات التي يواجهها المواطنون للحصول على الرعاية الصحية. كما تبين ذلك نسبة وفيات الرضّع بالمناطق الريفية التي تبلغ ضعف ما هي عليه بالمناطق الحضرية حيث تقدر

ftdes-droits-eco-soc-cult (2).indd 15 09/11/2017 15:17:50

في بناء ملامح المواطن التونسيّ الجديد إلاّ بالمحاورة الجديّة والإبداع المعبّر عن التوجّهات التي تخدم مفهوم الكرامة الإنسانيّة وترسيخ التصوّرات القائمة على مبادئ الديمقراطيّة والتعدّديّة والعيش المشترك. وفي غياب ذلك سينقلب مفهوم «الحقّ - الاختيار» إلى وبال ثقافيّ يتيح تغيير المرجعيّات الثقافيّة والرمزيّة ويبلبل الهويّة المتوازنة. وهو ما نلمسه في نماذج من كراهية الذات الثقافيّة المشتركة لدى قطاعات من التونسيّين المنبهرين بالثقافة الاستهلاكيّة المعلّبة غير النقديّة بقدر ما نلمسه في استسلام بعض من شبابنا لما تعرضه عليهم الحركات العنيفة والإرهابيّة من يوطوبيا قاتلة. وكلتا النزعتين لا صلة لها بالمقصد الأسمى لكلّ الحقوق الثقافيّة بل للحقوق جميعا ونقصد الكرامة البشريّة.

ftdes-droits-eco-soc-cult (2).indd 14 09/11/2017 15:17:50

ولا يختلف الأمر بالنسبة إلى المشروع الثقافيّ التونسيّ نفسه. فالعائق الأكبر الذي يطرحه في أغلب الأحايين الفاعلون في مجال الإنتاج الثقافيّ (من ناشرين ومنتجي أفلام وموسيقيّين وتشكيليّين ومسرحيّين وغيرهم) إنّما هو العائق المادّيّ ضمن منطق تقاسم «كعكعة الدعم» أو في أحسن الأحوال التغلّب على صعوبات «السوق المحدودة». غير أنّ ما لا ينظر إليه هو الفقر الثقافيّ المعمّم الذي يشهد عليه ضعف الإنتاج سواء في مجال الكتاب أو السينما أو الموسيقى... إلخ. وهو ضعف يطرح مشكلة الإبداع نفسه ودور الدولة في تطويره كما يطرح مشكلة غياب الاستراتيجيّات الوطنيّة القطاعيّة.

فعلى وجاهة الحجّة القائلة بأنّ الدولة لا تبدع ولا تنتج الثقافة فإنّ المشروع الوطنيّ لدولة الاستقلال ساهم في تطوّر النشر والإبداع نفسه بما أحدثه من مؤسّسات للنشر والتوزيع تمكّنت في فترة وجيزة من حثّ المبدعين على الكتابة والرفع من رصيد الإنتاج المنشور. بل الأغرب من ذلك أنّه لأوّل مرّة في تاريخ تونس يصبح لنا، في أقلّ من عشر سنوات، حوالي عشرين رواية بالعربيّة منشورة رغم أنّنا لا نجد أيّ رواية منشورة في كتاب قبل الاستقلال. ويمكن القياس على هذا بالنسبة إلى مختلف مجالات الإبداع والإنتاج الثقافيّين.

وما يعنينا من هذه الملاحظات أنّ إعمال الحقوق الثقافيّة مرتبط بتطوير الموارد الثقافيّة وتناقلها وتداولها حتّى يتحقّق مفهوم «الحقّ الثقافيّ - الاختيار» الذي تستند إليه الحقوق الثقافيّة. وهذا ما يتطلّب في تقديرنا وضع استراتيجيّة عامّة أفقيّة الاتّجاه، على اعتبار الثقافة مسألة تخصّ جميع القطاعات العموميّة والمدنيّة والخاصّة، وتستثمر رغبة الكفاءات الوطنيّة في المشاركة في تنمية رأس المال الثقافيّ وتهدف إلى صياغة كيان رمزيّ مشترك بين التونسيّين وتنميته. ولكن علينا الاعتراف بأنّ أزمة الحقوق الثقافيّة وإنفاذها جزء من أزمة إنفاذ الحقوق الاقتصاديّة والاجتماعيّة في غياب مشروع وطنيّ موحّد وسياسات مناسبة لتنفيذه وتحقيقه.

إنّ ما تشهده تونس اليوم هو ديناميكيّة ثقافيّة تتصارع فيها تصوّرات ثقافيّة خصوصيّة موروثة تؤثّث الذاكرة وأخرى كونيّة ما تزال في حاجة إلى «دخلنة» وهضم بما في ذلك قيم الحريّة والعيش المشترك والحقوق الفرديّة والجماعيّة والتسامح والمثل الأعلى الديمقراطيّ. ولا سبيل إلى أن تنتج هذه الديناميكيّة القويّة أمرا مفيدا

ftdes-droits-eco-soc-cult (2).indd 13 09/11/2017 15:17:50

ويعود العبء الكبير على وزارة الثقافة التي انحصر دورها شيئا فشيئا في تقسيم بعض الاعتمادات المخصّصة لدعم الورق وشراءات الكتب واللوحات التشكيليّة ودعم المشاريع السينمائيّة وما إلى ذلك. فبعد خوصصة مؤسّسات ثقافيّة عديدة منذ أواخر الثمانينات (مثل الدار التونسيّة للنشر والشركة التونسيّة للتوزيع والساتباك... إلخ) تحت ضغط فاعلين خواصّ وضغط المموّلين الدوليّين وسياستهم الليبيراليّة المتوحّشة التي تدفع الحكومات إلى التخلّي عن مهامّها الاجتماعيّة، اضطرب المشروع الثقافيّ التونسيّ أيّما اضطراب.

وقد بلغ هذا الاختلال سياسات المطالعة العموميّة نفسها بتعلّة نقص الموارد الماليّة التي أدّت إلى التوقّف في جلّ الحالات عن استصلاح المباني وتزويد هذه المؤسّسات بالعاملين المختصّين والموارد المكتبيّة والكتب والتجهيزات علاوة على عدم تطويرها بما يناسب التحوّلات التكنولوجيّة الهائلة التي تعيشها الإنسانيّة. ولهذا بطبيعة الحال انعكاس مباشر على ثقافة الطفل والترغيب في المطالعة.

وإذا أضفنا إلى ذلك ما تشهده وزارة التربية منذ عقود من عجز على صياغة مشروع تربويّ مناسب للتعليم العموميّ ينهض بوظائفه الاجتماعيّة الحقيقيّة في بناء المواطن والتربية على الثقافة وإثراء العمل الثقافيّ في المؤسّسات التربويّة أدركنا ما أصاب الحقوق الثقافيّة من فتور وإهمال وتفريط يكاد يكون كلّيّا.

والواقع أنّه من النافل تدقيق المسائل وتشخيص الأوضاع. فالقضيّة الجوهريّة التي نراها محدّدة في النظر إلى الحقوق الثقافيّة في تونس تعود إلى جانب سياسيّ عامّ يلخّصه السؤال التالي: أيّ مواطن نريد في تونس بعد الثورة؟

إن الإجابة عن هذا السؤال رهينة صياغة مشروع وطني جامع ينطلق من الدستور وملامح المواطن التي تتخلّله ويقتضي حوارا موسّعا جدّيّا حول مسائل لو تثبتنا لوجدناها ثقافيّة بالأساس على معنى أنّها تحدّد منظومة القيم والمرجعيّات الثقافيّة ونمط الحياة والتمثّلات المشتركة المستوجبة وما يتفرّع عنها من قضايا جزئيّة.

ومن البديهيّ في غياب هذا المشروع الوطنيّ الجامع ألاّ يكون لنا مشروع تربويّ متماسك يترجم الاختيارات الوطنيّة الكبرى مع توجّهات نحو التخلّي التدريجيّ عن التربية لا باعتبارها رافعة للثقافة فحسب بل باعتبارها حقّا اجتماعيّا.

ftdes-droits-eco-soc-cult (2).indd 12 09/11/2017 15:17:50

رأينا في الإعلانات والمواثيق الدوليّة عناية بدور الثقافة في بناء المنظومات الرمزيّة والقيميّة والمعرفيّة الجامعة بين أفراده والبانية لمنطق العيش المشترك داخله.

وعموما يتّصل مفهوم الحقّ الثقافيّ، باعتباره «حقًّا-حريّةً» بالهويّة الثقافيّة والتراث الثقافيّ والنفاذ إلى الحياة الثقافيّة والمشاركة فيها. ولكنّه يتّصل أيضا بالتربية والتدريب على الثقافة وبالإعلام ووسائل الاتصال في مجال الثقافة.

بيد أنّ الجوهريّ في هذا كلّه أنّ الثقافة باعتبارها حقّا ترتبط بدورها بتفتّح شخصيّة الإنسان وترقيته. ولذلك كان هذا الحقّ مرتبطا بمفهوم أساسيّ سواء في التصوّرات الدوليّة أو في ما اتّجهت إليه الثورة التونسيّة ونقصد به مفهوم الكرامة الإنسانيّة. وهو في تقديرنا المفهوم الجامع لمختلف الحقوق بمختلف أجيالها والمعبّر عن ترابطها والمؤسّس لعدم قابليّتها للتجزئة.

ومن المفيد هنا أن نشير إلى مفهوم «الفقر الثقافيّ» بناء على التوضيحات السابقة. فمن علامات هذا الفقر الثقافيّ ضعف المشاركة في النفاذ إلى مختلف الموارد الثقافيّة والمشاركة فيها بما يؤثّر في بناء هويّة الفرد. لكنّ هذا الفقر يتناسب مع الفقر الاقتصاديّ وعدم التمتّع بالحقوق الاجتماعيّة المختلفة. ومؤدّى هذا أنّ الفرد الفقير ثقافيّا يكون عاجزا عن بناء مجاله الثقافيّ الخاصّ والمشاركة في بناء المجال الثقافيّ العامّ ومن ثمّة تقلّ حظوظه في حماية كرامته البشريّة.

وإذا خصّصنا أكثر هذه التصوّرات في السياق التونسيّ فإنّ ما ينبغي ملاحظته هو أيضا ضعف الاهتمام بالمسألة الثقافيّة عموما سواء في برامج الأحزاب أو في السياسات العموميّة. فقد ذهب في وهم الجميع أنّ الثقافة من مشمولات وزارة الثقافة فقط في حين أنّ إنفاذ الحقوق الثقافيّة وتطويرها وتمتّع المواطنين بها أوسع مدى من حصرها في جهاز واحد.

وحين نجد بعض الخواصّ من أفراد أو شركات (تأمينات كومار أو البنك التونسيّ مثلا) من رعاة الفنّ والأدب (خصوصا الفنون التشكيليّة) فإنّ تلك الرعاية عادة ما تكون مرتبطة بمناسبات وليست سياسة قارّة لديها. أمّا الوزارات المختلفة فلا تمتلك سياسة ثقافيّة قوامها المشاركة وتطوير كفاءات العاملين فيها مع خلط بين الترفيه والرياضة والثقافة.

ftdes-droits-eco-soc-cult (2).indd 11 09/11/2017 15:17:50

كان يتضمّنها. فشرور رأس المال ونزعته الجشعة لا تعرفان حدودا باسم النجاعة والمردوديّة والمنافسة الخلاّقة. فأقصى ما بلغته بعض الاتفاقات الدوليّة مثل «اتفاقيّة حماية وتعزيز تنوّع أشكال التعبير الثقافيّ» التي أصدرتها اليونسكو سنة ٢٠٠٥ هو حقّ الدول في اتخاذ إجراءات حمائيّة لصناعاتها الثقافيّة بحجّة حماية التنوّع الثقافيّ في عالم معولم. وهو حقّ يقوم دليلا على تحوّل المسألة إلى مسألة اقتصاديّة لا أكثر.

ومن البيّن أنّ التوجّهات العالميّة في مجال الحقوق الثقافيّة قد قامت منذ إعلان الحقوق الثقافيّة بفرايبورغ سنة ٢٠٠٧ على المحاور التالية:

١ - فقد راجعت علاقة الفرد بالسلطة العموميّة إذ وضعته في المركز من مختلف أنشطتها وأعمالها. فلم يعد الأفراد مستهلكين لما تنتجه الدولة والجماعات المحلّيّة من خدمات ثقافيّة اجتماعيّة بل أصبحوا يحملون خبرات مشتركة وقادرين على الفعل الثقافيّ المسؤول.

٢ - رفض الفصل بين الثقافة العالمة والثقافة الشعبيّة باعتبارهما معبّرين، وإن بطرق مختلفة، عن إنسانيّتنا وطالما يمثّلان موادّ لتحديد هويّة الأفراد على نحو لا يمسّ من كرامة البشر.

٣ - أصبحت الثقافة مسألة أفقيّة لا تقوم على الفصل بين المجالات بل توجد في مختلف مناحي الحياة العامّة تبعا لشموليّة الفاعلين الثقافيّين وقدرتهم على الإبداع وتقاسمه.

٤ - تحتاج السياسات الثقافيّة إلى تطوير الروابط والمتدخّلين والمؤسّسات ومختلف فروع الثقافة بغية تطوير الموارد وإنتاجها وتداولها.

٥ - لم تعد الحقوق الثقافيّة جملة من الحاجات التي ينبغي سدّها بل هي قدرات ينبغي تطويرها مهما كانت السياقات الاقتصاديّة وصعوباتها حتّى يتمكّن الفرد من التغلّب على تلك الصعوبات نفسها.

ولا يخفى وراء هذا أنّ أساس التصوّرات الدوليّة حول الحقوق الثقافيّة قد وضعت الفرد في صلب اهتماماتها إذ قامت على اعتبار الحق الثقافيّ حقّا فرديّا بالأساس قوامه حرّيّة الاختيار ويرتبط بالحريّات الأخرى من قبيل حريّة الضمير أو التفكير أو الدين أو التعبير. ومن البيّن أنّه اختيار لا يخلو من نزعة ليبراليّة سياسيّا إذ قلّما

ftdes-droits-eco-soc-cult (2).indd 10 09/11/2017 15:17:50

الحقوق الثقافيّة

من الفقر الاقتصاديّ إلى الفقر الثقافيّ

الأستاذ شكري المبخوت
أديب ورئيس جامعة منوبة سابقا

تمثّل الحقوق الثقافيّة أضعف جانب في منظومة الحقوق الإنسانيّة وأكثرها التباسا ومدعاة إلى سوء الفهم وأقلّها حظّا من التنظير الحقوقيّ وصيغ التمكين ووضع السياسات. وتعرف هذه الحقوق في بلادنا، علاوة على المشكلات التي ذكرناها وهي عامّة، قلّة عناية نظرا إلى السياق الانتقالي الذي يضع أحيانا الحقوق السياسيّة في الواجهة وأحيانا أخرى الحقوق الاقتصاديّة والاجتماعيّة نظرا إلى طابعها الاستعجاليّ. وهنا تحديدا تكمن بعض مظاهر صعوبة طرح المسألة اليوم.

والمفارقة أنّ بناء دولة المواطنة والحقوق والحريّات تستوجب النظرة الشاملة للحقوق جميعا في ترابطها وعدم قابليّتها للتجزئة من جهة بقدر ما تستوجب من جهة ثانية بناء الأفراد وإدماجهم في النسيج الثقافيّ الذي يقتضيه أيّ نظام ديمقراطي تعدّدي.

أمّا وجه الترابط فمردّه إلى أنّ الحقوق الثقافيّة هي الأساس الذي يجعل الأفراد قادرين على تملّك الموارد والكفاءات اللاّزمة لتحقيق الحقوق الأخرى وإنفاذها والتمتّع بها. بيد أنّ التصوّرات الأساسيّة عند صياغة النصوص الدوليّة حول الحقوق الثقافيّة جعلت منها فعليّا مسألة تكاد تكون فرديّة وأمرا أقرب إلى الترف. فالحقّ في المشاركة الثقافيّة مثلا حقّ ظلّ دون تطوير نظريّ أو تحديد للسياسات الواجب اتّباعها للتمتّع به. أمّا الحقّ في التربية فظلّ متردّدا بين وجهه الثقافيّ في التنشئة وتفتّح الفرد وتنمية شخصيّته ووظائفه الاجتماعيّة التي انتهى أمرها إلى تحويل هذا المجال إلى أسواق محليّة وعالميّة للمنافسة بين رؤوس الأموال.

وحتّى المفهوم المتّصل بالصناعات الثقافيّة، على أهمّيته في ربط التنمية بالثقافة وفتح المجال أمام المبدعين والتطوّر التكنولوجيّ، سرعان ما استحال إلى مسألة اقتصاديّة ربحيّة بالمعنى التجاري بعد أن فقد عمقه الثقافيّ وخابت وعوده التي

ftdes-droits-eco-soc-cult (2).indd 9 09/11/2017 15:17:50

والبعيد، بمستقبل استقرارها السياسي، بمستقبل ديمقراطيتها الفتية: فكما أن الحقوق المدنية والسياسية والاقتصادية والاجتماعية والبيئية، مترابطة ولا يمكن ان نهتم بأحدها دون الاخر، فان الاكتفاء بالمنجزات السياسية قد تكون له عواقب وخيمة، فبلادنا اليوم في مرحلة مفصلية: اما ان نتعظ بدروس الماضي ونوجه اهتماماتنا الى مطالب الشعب في الشغل والكرامة والخروج من عتبة الفقر وإخلالات التنمية الجهوية ونؤهل القطاع الصحي بما يستجيب الى حاجات المواطنين وسلامتهم وان ندفع باتجاه ثقافة مواطنية جديدة، قوامها الابداع والتعدد والتسامح ورفض التعصب والانغلاق وإما ان ندفع بمشروعنا الثوري والسياسي نحو الفوضى.

ftdes-droits-eco-soc-cult (2).indd 8 09/11/2017 15:17:50

ربحي وأدت إلى اضطرابه، وان الثورة قد أعادت صياغة هذا المشروع الى الواجهة عبر السؤال المهم : أي مواطن تونسي نريد؟

ويعتقد أن ذلك رهين مشروع ثقافي وطني يتمثل بوضوح الدينامكية الثقافية التي تتصارع فيها الرؤيتين الخصوصية والكونية والتي ستحدد مستقبلا المواطن المعتز بثقافته والمؤمن بالديمقراطية والتعددية والعيش المشترك.

ويحدد الدكتور المنصف بلحاج يحي الهوة بين الاتفاقية الدولية للحقوق الاقتصادية والاجتماعية التي تلزم الدول الموقعة بضمان حق الافراد في التمتع «بحالة صحية وعقلية» وبين الواقع اليومي، حيث يعاني القطاع الصحي من عدة صعوبات، انهكته وحرمت المواطنين من خدمات صحية أساسية، فقد سجل التقرير الذي قدمه المجتمع المدني التونسي الى هيئة الحقوق الاقتصادية والاجتماعية، سنة 2016، بوضوح الى تدهور الخدمات الصحية في المستشفيات العمومية والفوارق بين الخدمات بين المناطق الساحلية وداخل البلاد وبين الريف والمدينة وتفشي مظاهر الفساد (حسب اخر الاحصائيات فان 67 بالمائة من التونسيين يعتقدون ان قطاع الصحة يستشري فيه الفساد)...

ويرى الاستاذ منير حسين، رئيس فرع المنتدى التونسي للحقوق الاقتصادية والاجتماعية بالمنستير أن املاءات المؤسسات المالية الدولية تمسّ من المبادئ الاساسية التي قام عليها العهد الدولي للحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية وأولها «حق الشعوب في السيطرة على مواردها الوطنية « وان هذه المؤسسات تستغل الوضع الاقتصادي والاجتماعي الصعب الذي تمر به البلاد لتفرض نفس منوال التنمية الذي كان موجودا زمن بن علي والذي ادى الى انتفاضة 2011، ويقدم منير حسين رؤية المنتدى التي طالما اكدنا عليها دون ان تجد اذان صاغية من الحكومات المتعاقبة والتي مفادها انه لا سبيل الى الخروج من المأزق الحالي دون القيام بإصلاحات حقيقية قوامها منوال تنمية جديد يأخذ في الاعتبار مصالح البلاد الحيوية ويستجيب الى طموحات عموم التونسيين في العدالة الاجتماعية.

وفي تقديري أن التحدي لا يتعلق فقط بتحقيق اهداف الثورة ولا بتطبيق المعاهدات الدولية، على اهميتها، ولا حتّى بالوثيقة المرجعية التي تستند إليها أية دولة ديمقراطية، ألا وهي دستور البلاد، بل الامر يتعلق كذلك بمستقبل تونس القريب

ftdes-droits-eco-soc-cult (2).indd 7 09/11/2017 15:17:50

عهد الديكتاتورية، فان ثورة 17ديسمبر -2010 14جانفي 2011 قد رفعت شعارات تعكس طموح التونسيين لترسيخ هذه الحقوق، منها الحرية والكرامة والعدالة الاجتماعية والشغل...

وكان انطلاق الاحتجاجات من المناطق الاكثر فقرا وحرمانا معبرا لا فقط عن نفاذ صبر المواطنين من هذه الاوضاع وتطلعاتهم الى تحسين حياتهم اليومية، بل وكذلك عن تمثلهم للربط الموجود بين الديكتاتورية من ناحية والفساد المالي ونهب ثروات البلاد وتفقير الشعب من ناحية أخرى.

وان لم يتحقق الكثير من هذه الحقوق في السنوات الاخيرة، وان أحس المواطنون بان اوضاعهم الاجتماعية لم تتغير، وان مشاكل البطالة والفقر والفوارق الجهوية قد ازدادت حدة، فان الدستور التونسي قد حاول ان يكون وفيا لبعض مبادئ الثورة، جامعا لمبادئ العهد الدولي للحقوق الاقتصادية ولاجتماعية كما تعتبر هذه الوثيقة المرجعية من اهم الانجازات التي تحققت، حيث وقع التأكيد على سعي الدولة العدالة الاجتماعية المستدامة والتوازن بين الجهات ودعم اللامركزية.

اما الصحة، فقد ورد بحق الصحة لكل انسان وجاءت الفقرة الثانية من الفصل 38، لتؤكد ضمان الوقاية والرعاية الصحية لكل مواطن وتوفير الامكانيات الضرورية لجودة الخدمات الصحية وضمان التغطية الاجتماعية...

كما ضمن الدستور التونسي الحق في الثقافة وحرية الابداع والزم الدولة بتدعيم الثقافة الوطنية وإرساء قيم التسامح ونبذ العنف والانفتاح على الثقافات الاخرى... لكن بين المصادقة على المعاهدات والواقع تبقى الإرادة السياسية التي تترجم النوايا الى واقع محدودة.

وسنحاول من خلال المحاور الثلاث الاتية لهذا الكتاب تحديد الإشكاليات الأساسية في الثقافة والصحة والحقوق الاقتصادية والاجتماعية.

فالأديب شكري المبخوت، رئيس جامعة منوبة سابقا، يرى أن دولة المواطنة تستوجب رؤية شاملة للحقوق جميعها وفي ترابطها. كما يرى أن خوصصة المؤسسات الثقافة في ثمانينات القرن الماضي والسياسات الليبرالية المتوحشة التي تواترت والبحث النهم عن الربح من قبل القطاع الخاص، قد حولت، كلها، المشروع الثقافي إلى مشروع

ftdes-droits-eco-soc-cult (2).indd 6 09/11/2017 15:17:50

تقديم

العهد الدولي الخاص بالحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية : الهوة بين النص والتطبيق

مسعود الرمضاني
رئيس المنتدى التونسي للحقوق الاقتصادية والاجتماعية

«أن يكون البشر أحرارا ومتحررين من الخوف والفاقة ، هو سبيل تهيئة الظروف الضرورية لتمكين كل انسان من التمتع بحقوقه الاقتصادية والاجتماعية والثقافية، وكذلك بحقوقه المدنية والسياسية.»
من ديباجة العهد الدولي الخاص بالحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية

تنتمي الحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية الى الجيل الثاني من الحقوق، فقد جاء العهد الدولي لهذه الحقوق 18 سنة بعد ولادة الإعلان العالمي لحقوق الإنسان الصادر سنة 1948، والذي كان تركيزه أساسا على الحقوق المدنية والسياسية. ويعد العهد الدولي تطورا في الفكر الحقوقي وإشارة واضحة إلى أن الحقوق لن تكتمل ما لم يتحرر الإنسان – المواطن- من نير التبعية المادية والفقر والخصاصة، وبعبارة أخرى فان كرامته وارداته السياسية وحريته مرتبطة اشد ارتباط بعيشه بعيدا عن مخاطر البطالة والمرض والجهل. ويلزم العهد الدولي للحقوق الاقتصادية والاجتماعية الدول الممضية بان تعترف بحق المواطن في العمل وباجر منصف وان تضمن أجورا متساوية بين المرأة والرجل وأن تقر بالحق النقابي وبمجانية التعليم والزاميته وأن توفر الخدمات الصحية الملائمة والسكن اللائق بتكاليف معقولة...

وعلى المستوى الثقافي، تحترم الدول التنوع الثقافي والإبداع ومشاركة والمواطنين في الحياة الثقافية ورفض كل أشكال الهيمنة الثقافية.

في تونس، وان كانت الحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية صعبة المنال في

ftdes-droits-eco-soc-cult (2).indd 5 09/11/2017 15:17:50

فهرس

تقديم
العهد الدولي الخاص بالحقوق الاقتصادية
والاجتماعية والثقافية : الهوة بين النص والتطبيق 5

الحقوق الثقافيّة : من الفقر الاقتصاديّ إلى الفقر الثقافي 9

الحق في الصحة كما ورد في العهد الدولي المتعلق
بالحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية 15

تقرير الحقوق الاقتصادية والاجتماعية 2017 19

حول الحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية

سبع سنوات بعد الثورة

المنتدى التونسي للحقوق الاقتصادية والاجتماعية

2017

ftdes-droits-eco-soc-cult (2).indd 1 09/11/2017 15:17:51